

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 467

[2008/200480]

**17 JANVIER 2008. — Décret portant création d'un éco-bonus sur les émissions de CO₂
par les véhicules automobiles des personnes physiques (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Etablissement et fait générateur du droit à l'éco-bonus*

Article 1^{er}. Il est octroyé en Région wallonne un "éco-bonus" sur la différence positive des émissions de CO₂ par les véhicules automobiles mis en usage sur le territoire de la Région wallonne par une personne physique domiciliée en Région wallonne, soit par rapport au précédent véhicule automobile remplacé, soit, à défaut, par rapport à la moyenne des véhicules automobiles mis en circulation.

Dans la limite des crédits inscrits à cette fin au budget de la Région wallonne et aux conditions fixées par le présent décret, l'éco-bonus est dû par la Région wallonne au bénéficiaire, forfaitairement en une fois lors de la mise en usage du véhicule sur le territoire de la Région wallonne, par chaque personne physique domiciliée en Région wallonne, qui devient propriétaire du véhicule, que ce début d'utilisation ait lieu à l'intervention de ce propriétaire ou à l'intervention d'un tiers au nom ou pour le compte de ce propriétaire.

CHAPITRE II. — *Définitions*

Art. 2. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° "véhicule" : tout moyen de transport;

2° "véhicule automobile" : tout véhicule à moteur destiné à circuler sur route, avec ou sans carrosserie, pourvu d'au moins quatre roues et ayant une vitesse maximale par construction supérieure à 25 kilomètres par heure, dont la tare est supérieure à 400 kilogrammes et dont la masse maximale autorisée ne dépasse pas 3 500 kilogrammes, destiné au transport par route de personnes et/ou de marchandises, à l'exception des véhicules à moteur suivants :

a) tout véhicule conçu et construit pour le transport de choses dont la masse maximale autorisée n'excède pas 3 500 kg, formé d'une cabine unique complètement séparée de l'espace de chargement et comportant deux places au maximum, celle du conducteur non comprise, ainsi que d'un plateau de chargement ouvert;

b) tout véhicule conçu et construit pour le transport de choses dont la masse maximale autorisée n'excède pas 3 500 kg, formé d'une cabine double complètement séparée de l'espace de chargement et comportant six places au maximum, celle du conducteur non comprise, ainsi que d'un plateau de chargement ouvert;

c) tout véhicule conçu et construit pour le transport de choses dont la masse maximale autorisée n'excède pas 3 500 kg, formé simultanément d'un espace réservé aux passagers comportant deux places au maximum, celle du conducteur non comprise, et d'un espace de chargement séparé, dont la distance entre tout point de la cloison de séparation située derrière la rangée de sièges avant et le bord arrière intérieur de l'espace de chargement, mesuré dans l'axe longitudinal du véhicule, à une hauteur située à 20 cm au-dessus du plancher, atteint au moins 50 % de la longueur de l'empattement. En outre, cet espace de chargement doit être pourvu, sur toute sa surface, d'un plancher horizontal fixe faisant partie intégrante de la carrosserie ou y fixé de manière durable et exempt de tout point d'attache pour des banquettes, sièges ou ceintures de sécurité complémentaires;

d) tout véhicule conçu et construit pour le transport de choses dont la masse maximale autorisée n'excède pas 3 500 kg, formé simultanément d'un espace réservé aux passagers comportant six places au maximum, celle du conducteur non comprise, et d'un espace de chargement complètement séparé, dont la distance entre tout point de la cloison de séparation située derrière la dernière rangée de sièges et le bord arrière intérieur de l'espace de chargement, mesuré dans l'axe longitudinal du véhicule, à une hauteur située à 20 cm au-dessus du plancher, atteint au moins 50 % de la longueur de l'empattement. En outre, cet espace de chargement doit être pourvu, sur toute sa surface, d'un plancher horizontal fixe faisant partie intégrante de la carrosserie ou y fixé de manière durable et exempt de tout point d'attache pour des banquettes, sièges ou ceintures de sécurité complémentaires;

e) les quadricycles, à savoir les véhicules à quatre roues dont la masse à vide est inférieure ou égale à 400 kg (550 kg pour les véhicules affectés au transport de marchandises), non comprise la masse des batteries pour les véhicules électriques, dont la puissance maximale nette du moteur est inférieure ou égale à 15 kW;

f) les véhicules automobiles conçus et construits pour le transport de personnes :

— soit qui comportent plus de huit places assises, non compris le siège du conducteur;

— soit qui comportent huit places assises au maximum, non compris le siège du conducteur, et qui sont équipés d'une carrosserie d'un type analogue à celui des camionnettes ou d'autobus;

g) les véhicules qui, en raison de leurs caractéristiques techniques, ne peuvent pas être immatriculés dans un répertoire matricule de véhicules, tels les véhicules non encore achevés ou les prototypes;

h) les véhicules conçus pour pouvoir servir de logement et dont le compartiment habitable comprend au moins les équipements suivants :

- des sièges et une table;
- des couchettes obtenues en convertissant les sièges;
- un coin cuisine;
- et des espaces de rangement.

Ces équipements doivent être inamovibles; toutefois, la table peut être conçue pour être facilement escamotable;

i) les corbillards, à savoir les véhicules automobiles aménagés pour le transport de morts et affectés exclusivement à cet usage;

j) les ambulances, à savoir les véhicules à moteur destinés au transport de personnes malades ou blessées et spécialement équipés à cette fin; sont considérés comme ambulances, les véhicules des services d'aide médicale urgente spécialement équipés pour transporter sur le lieu d'un accident une équipe médicale ainsi que son matériel;

k) les véhicules lents, à savoir :

— les véhicules automobiles dont la vitesse maximale nominale ne peut, par construction et d'origine, dépasser 40 km/h, toute transformation qui a pour résultat de permettre de dépasser cette vitesse maximale, enlevant à un tel véhicule le caractère de véhicule lent;

— les tracteurs agricoles ou forestiers, c'est-à-dire les véhicules à moteur, à roues ou à chenilles, ayant au moins deux essieux, dont la fonction réside essentiellement dans sa puissance de traction et qui sont spécialement conçus pour tirer, pousser, porter ou actionner certains outils, machines ou remorques destinés à l'emploi dans l'exploitation agricole ou forestière; ce véhicule peut être aménagé pour transporter une charge et des convoyeurs; la présente définition ne s'applique qu'aux tracteurs montés sur pneumatiques, ayant deux essieux et une vitesse maximale nominale par construction comprise entre 6 et 40 km/h + 4 km/h;

l) les véhicules de construction spéciale, à savoir tout moyen de transport qui, par construction ou transformation définitive, a essentiellement une fonction d'outils, à charge utile quasi nulle par rapport à sa tare; cette catégorie comprend les véhicules à usage agricole et les véhicules à usage industriel et elle recouvre notamment : le matériel industriel automobile, le matériel agricole automobile, les moissonneuses et les remorques outils;

m) les dépanneuses, à savoir les véhicules destinés en usage normal au dégagement de la voie publique, par traction ou par transport, de véhicules accidentés ou en panne; un véhicule utilisé occasionnellement à cette fin ne peut être considéré comme dépanneuse; il peut cependant exister un plateau de chargement, pour autant que le véhicule soit muni au minimum d'un treuil fixe et de deux rampes de chargement fixes ou amovibles;

n) les véhicules à moteur qui se déplacent sur rails;

3° "masse maximale autorisée": masse techniquement admissible, c'est-à-dire la masse totale maximale du véhicule automobile déterminée d'après les résistances du châssis et des autres organes du véhicule, telle que déterminée selon les prescriptions de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité;

4° "charge utile": charge autorisée sur le véhicule automobile, telle que déterminée selon les prescriptions de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité;

5° "tare": la masse du véhicule automobile en ordre de marche avec carrosserie, équipement, accessoires et le plein de combustible d'eau et de lubrifiant, mais non comprises les personnes ou les marchandises transportées; pour les véhicules automobiles de camping, la tare désigne la masse du véhicule en ordre de marche, y compris l'aménagement intérieur, les réservoirs d'eau et de gaz à usage domestique étant remplis;

6° "véhicule automobile neuf": véhicule automobile dont l'année de construction ne date pas de plus de deux ans, qui n'a pas plus de 300 km au compteur et qui n'a pas encore été immatriculé en Belgique ou ailleurs;

7° "véhicule automobile usagé": véhicule automobile qui n'est pas un véhicule neuf;

8° "véhicule automobile immatriculé": véhicule automobile faisant l'objet d'une autorisation administrative pour la mise en circulation routière comportant l'identification de celui-ci dans un répertoire matricule de véhicules, ainsi que l'attribution d'un numéro d'immatriculation;

9° "répertoire matricule de véhicules": le répertoire matricule visé par l'article 6 de l'arrêté royal du 20 juillet 2001, relatif à l'immatriculation des véhicules, et le répertoire matricule des marques d'immatriculation commerciales visé par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 8 janvier 1996, portant réglementation de l'immatriculation des plaques commerciales pour véhicules à moteur et remorques;

10° "marque d'immatriculation": plaque d'immatriculation officielle délivrée par la Direction circulation routière du S.P.F. en charge de la Mobilité en vertu de l'article 22 de l'arrêté royal du 20 juillet 2001, relatif à l'immatriculation des véhicules, munie d'une inscription, d'un sceau en relief et d'éléments de sécurité déterminés par le fonctionnaire dirigeant désigné à l'article 1^{er}, 15°, du même arrêté royal;

11° "véhicule automobile mis en usage sur le territoire de la Région wallonne": véhicule automobile qui commence à être utilisé sur le territoire de la Région wallonne, dans le chef de chaque personne qui devient propriétaire du véhicule, que ce début d'utilisation ait lieu à l'intervention de ce propriétaire ou à l'intervention d'un tiers au nom ou pour le compte de ce propriétaire, que ce début d'utilisation dans le chef de cette personne ait lieu sur la voie publique ou sur des voies privées, avec prise en compte de cette mise en usage au moment du commencement de cette utilisation.

Sont présumés mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, les véhicules automobiles qui sont ou doivent être inscrits à un répertoire matricule de véhicules dans le chef d'une personne domiciliée en Région wallonne, avec prise en compte de cette mise en usage au moment où prend effet cette inscription ou cette obligation d'inscription.

Ne sont pas considérés comme mis en usage, les véhicules automobiles qui ne font l'objet que d'une réimmatriculation;

12° "réimmatriculation": l'immatriculation d'un même véhicule au nom du même propriétaire, mais sous un numéro d'immatriculation différent;

13° "territoire de la Région wallonne" : territoire de la Région wallonne tel que défini par l'article 2 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

14° "remplacement" : fait qu'un véhicule automobile mis en usage sur le territoire de la Région wallonne remplace un véhicule automobile ancien, cessant d'être utilisé dans le chef du bénéficiaire.

Est présumé se trouver dans cette situation, un véhicule nouvellement immatriculé sous une marque d'immatriculation préexistante;

15° "émissions de CO₂ du véhicule automobile" : pour les véhicules qui ont fait l'objet d'une réception communautaire au sens de la Directive européenne 70/156/CEE du Conseil, du 6 février 1970, concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives à la réception des véhicules à moteur et de leurs remorques, le nombre de grammes de dioxyde de carbone (CO₂) émis par kilomètre (g/km) par le véhicule automobile concerné est celui mesuré au cours d'un cycle d'essai simulant les modes de conduites urbain et extra-urbain, conformément à la Directive européenne 80/1268/CEE du Conseil, du 16 décembre 1980, relative aux émissions de dioxyde de carbone et à la consommation de carburant des véhicules à moteur, transposée en Belgique par l'arrêté royal du 26 février 1981 portant exécution des directives des Communautés européennes relatives à la réception des véhicules à moteur et de leurs remorques, des tracteurs agricoles ou forestiers à roues, leurs éléments ainsi que leurs accessoires de sécurité; sauf preuve contraire résultant de la fiche de réception CE du véhicule, le chiffre de ces émissions pour un véhicule déterminé est celui mentionné au titre d'émissions mixtes ou combinées urbain-extra-urbain, sur le document visé à l'article 10, §§ 4 et 5, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité.

A défaut de détermination du nombre de grammes de dioxyde de carbone (CO₂) émis par kilomètre (g/km) par le véhicule automobile concerné conformément à l'alinéa précédent, les émissions de CO₂ du véhicule automobile sont présumées être le résultat de l'application de la formule suivante, arrondi à l'unité inférieure lorsque ce résultat dépasse une unité et n'est pas un nombre entier :

— pour les véhicules fonctionnant à l'essence :

$$\text{émissions de CO}_2 = \text{FC} \times 23,9$$

— pour les véhicules fonctionnant au gazole :

$$\text{émissions de CO}_2 = \text{FC} \times 26,4$$

— pour les véhicules fonctionnant au gaz de pétrole liquéfié :

$$\text{émissions de CO}_2 = \text{FC} \times 17,0$$

où :

FC = consommation de carburant mixte ou combinée urbain-extra-urbain par litre par 100 km, telle que calculée conformément à la Directive européenne 80/1268/CEE du Conseil, du 16 décembre 1980, relative aux émissions de dioxyde de carbone et à la consommation de carburant des véhicules à moteur, précitée;

à défaut de détermination du nombre de grammes de dioxyde de carbone (CO₂) émis par kilomètre (g/km) par le véhicule automobile concerné conformément aux deux alinéas précédents, ainsi que dans le cas des véhicules automobiles mis en circulation depuis plus de 25 ans au moment de leur mise en usage, les émissions de CO₂ du véhicule automobile sont présumées être :

— pour les véhicules fonctionnant à l'essence : 195 g/km;

— pour les véhicules fonctionnant au gazole : 186 g/km;

16° "émissions de CO₂ de la moyenne des véhicules automobiles mis en circulation" : la moyenne du nombre de grammes de dioxyde de carbone (CO₂) émis par kilomètre (g/km) par le parc des véhicules automobiles mis en circulation, le nombre représentant ces émissions étant présumé égal à 160 g/km.

Le Gouvernement wallon peut adapter le montant présumé des émissions, précité, en vue de l'adapter à l'évolution technologique ou du parc automobile; il saisira le Parlement wallon, immédiatement s'il est réuni, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de décret de confirmation des arrêtés ainsi pris;

17° "ménage" : groupe de personnes composé de plusieurs personnes cohabitantes, unies ou non par des liens de parenté, qui, au jour de la mise en usage du véhicule automobile, vivent habituellement dans une même résidence principale au sens de l'article 3 de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, exception faite des cas dans lesquels il ressort d'autres documents officiels produits à cet effet que la cohabitation entre les membres du ménage est effective, bien qu'elle ne corresponde pas ou plus avec l'information obtenue auprès du registre national;

18° "famille nombreuse" : ménage comprenant au moins trois enfants à charge, au jour de la mise en usage du véhicule automobile;

19° "enfants à charge" : les descendants d'une personne et de son conjoint, de son cohabitant légal ou de son cohabitant, qui font partie de son ménage et dont il assume la charge exclusive ou principale, ainsi que les autres enfants qui font partie de son ménage et dont il assume la charge exclusive ou principale.

Sont présumés être de tels enfants à charge au jour de la mise en usage du véhicule automobile, sauf preuve contraire à administrer par le service assurant la gestion de l'éco-bonus :

— les enfants inscrits comme faisant partie du ménage dans le registre de la population, le registre des étrangers ou le registre national des personnes physiques, au jour de la mise en usage du véhicule automobile;

— les descendants et enfants bénéficiaires pour lesquels un des membres du ménage, cohabitant avec ces descendants et enfants, peut prétendre aux allocations familiales ou aux prestations familiales garanties, au jour de la mise en usage du véhicule automobile.

Le Gouvernement wallon peut également présumer comme "enfants à charge", les descendants d'une personne et de son conjoint, de son cohabitant légal ou de son cohabitant, qui font partie de son ménage et qui n'ont pas atteint l'âge de 21 ans ou de 25 ans au jour de la mise en usage du véhicule automobile, ainsi que les autres enfants qui font partie de son ménage et qui n'ont pas atteint l'âge de 21 ans ou de 25 ans au jour de la mise en usage du véhicule automobile.

CHAPITRE III. — *Cas de non-application de l'éco-bonus*

Art. 3. Il n'y a pas d'application de l'éco-bonus, lorsque les différences visées à l'article 1^{er} sont produites par la mise en usage sur le territoire de la Région wallonne des véhicules automobiles suivants :

1° les véhicules automobiles qu'un prestataire professionnel étranger de service met en location pour une personne physique domiciliée en Région wallonne, pour une durée maximale de six mois, non renouvelable;

2° les véhicules automobiles que des personnes physiques domiciliées en Région wallonne utilisent dans l'exercice de leur profession et accessoirement à titre privé et qui sont mis à disposition par un employeur établi à l'étranger auquel ces personnes sont liées par un contrat de travail, lorsque ce véhicule automobile n'est pas immatriculé;

3° les véhicules automobiles conduits par des fonctionnaires domiciliés en Région wallonne et qui travaillent pour une institution internationale située dans un autre Etat membre de l'Union européenne, lorsque ce véhicule automobile n'est pas immatriculé;

4° les véhicules automobiles dont le propriétaire est considéré comme une personne temporairement absente dans le sens de l'article 18, 6°, 8° et 9°, de l'arrêté royal du 16 juillet 1992 relatif aux registres de la population et au registre des étrangers, et lequel n'a pas son stationnement en Belgique pendant plus de six mois sans interruption, lorsque ce véhicule automobile n'est pas immatriculé;

5° les véhicules automobiles pour lesquels le bénéficiaire de l'éco-bonus est un organisme international, une ambassade, un consulat, un de leurs représentants, fonctionnaires ou membres, dans la mesure où ils bénéficient de l'exemption de la taxe de circulation sur les véhicules automobiles en vertu des privilèges et immunités qui leur sont accordés conformément au droit international;

6° les véhicules automobiles qui font l'objet d'un transfert de marques d'immatriculation au sens de l'article 25 de l'arrêté royal du 20 juillet 2001, relatif à l'immatriculation des véhicules;

7° les véhicules automobiles qui sont ou doivent être munis d'une marque d'immatriculation "essai" ou "marchand" au sens de l'article 2 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996, portant réglementation de l'immatriculation des plaques commerciales pour véhicules à moteur et remorques;

8° les véhicules automobiles qui sont ou doivent être munis d'une marque d'immatriculation temporaire au sens de l'article 20, § 1^{er}, 3° et 4°, de l'arrêté royal du 20 juillet 2001, relatif à l'immatriculation des véhicules;

9° les véhicules automobiles qui sont ou doivent être munis d'une marque d'immatriculation spéciale "EUR" ou "EUROCONTROL" au sens de l'article 20, § 1^{er}, 5°, de l'arrêté royal du 20 juillet 2001, relatif à l'immatriculation des véhicules;

10° les véhicules automobiles qui sont ou doivent être munis d'une marque d'immatriculation diplomatique "CD" au sens de l'article 20, § 1^{er}, 6°, de l'arrêté royal du 20 juillet 2001, relatif à l'immatriculation des véhicules;

11° les véhicules automobiles mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, exclusivement aux fins de leur importation ou exportation, ou de leur entreposage ou dépôt en vue de la vente, à condition que la réglementation de l'immatriculation des véhicules n'impose pas leur immatriculation;

12° les véhicules automobiles mis en circulation depuis plus de 25 ans au moment de leur mise en usage sur le territoire de la Région wallonne, au sens du présent décret.

CHAPITRE IV. — *Mode de calcul et montant de l'éco-bonus**Section 1^{re}. — Calcul de l'éco-bonus en cas de remplacement d'un véhicule automobile*

Art. 4. § 1^{er}. Lorsqu'un véhicule automobile nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, neuf ou usagé, remplace un autre véhicule automobile neuf ou usagé lors de sa mise en usage, l'éco-bonus est appliqué sur la différence positive des émissions de CO₂ du véhicule automobile nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, par rapport aux émissions de CO₂ du précédent véhicule automobile remplacé.

§ 2. Cette différence positive des émissions de CO₂ est calculée comme suit :

a) Les émissions de CO₂ du véhicule automobile nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne et du précédent véhicule automobile remplacé sont classifiées selon les fourchettes d'émissions de CO₂ indiquées dans la colonne I du tableau suivant.

Le chiffre indiqué en colonne II du tableau suivant, au regard de chaque fourchette d'émissions de CO₂, est appelé "catégorie d'émissions du véhicule automobile".

I	II
Emissions de CO ₂ du véhicule automobile	Catégorie d'émissions du véhicule automobile
De 0 à 104	1
De 105 à 115	2
De 116 à 125	3
De 126 à 135	4
De 136 à 145	5
De 146 à 155	6
De 156 à 165	7
De 166 à 175	8
De 176 à 185	9
De 186 à 195	10
De 196 à 205	11
De 206 à 215	12
De 216 à 225	13
De 226 à 235	14
De 236 à 245	15
De 246 à 255	16
A partir de 256	17

Lorsque le bénéficiaire de l'éco-bonus fait partie d'une famille nombreuse, le chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, tel qu'indiqué dans la colonne II du tableau qui précède, est diminué de 1; le Ministre du Budget et des Finances de la Région wallonne détermine les modalités d'octroi de cette diminution du chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouveau, soit d'office, soit sur demande de l'intéressé au service chargé de la gestion de l'éco-bonus;

b) le chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouveau est soustrait du chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile ancien, selon la formule suivante :

(catégorie d'émissions du véhicule automobile ancien) - (catégorie d'émissions du véhicule automobile nouveau).

Lorsque le chiffre obtenu lors de cette soustraction est un chiffre positif, le bénéficiaire a droit au paiement par la Région wallonne de l'éco-bonus, dont le montant est fixé par l'article 5.

Art. 5. § 1^{er}. Le montant de l'éco-bonus est le suivant :

I	II
Chiffre représentant la différence des émissions de CO ₂	Montant de l'éco-bonus
1	€ 100
2	€ 150
3	€ 200
4	€ 250
5	€ 300
6	€ 350
7	€ 400
8	€ 450
9	€ 500
10	€ 550
11	€ 600
12	€ 650
13	€ 700
14	€ 750
15	€ 800
16 et au-delà	€ 850

Par dérogation au présent tableau :

— le montant de l'éco-bonus est égal à 0 euro, lorsque la catégorie du véhicule automobile, neuf ou usagé, nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, est supérieure à 5;

— le montant de l'éco-bonus est égal à 1.000 euros, lorsque la catégorie du véhicule automobile, neuf ou usagé, nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, est égale à 1;

— le montant de l'éco-bonus est égal à 800 euros, lorsque la catégorie du véhicule automobile, neuf ou usagé, nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, est égale à 2.

§ 2. Le montant de l'éco-bonus, résultant du tableau du § 1^{er}, est dû par la Région wallonne au bénéficiaire.

Section 2. — Calcul de l'éco-bonus en cas d'absence de remplacement d'un véhicule automobile

Art. 6. § 1^{er}. Lorsqu'un véhicule automobile, neuf ou usagé, nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne ne remplace aucun autre véhicule automobile lors de sa mise en usage, l'éco-bonus est appliqué sur la différence positive des émissions de CO₂ du véhicule automobile nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, par rapport aux émissions de CO₂ de la moyenne des véhicules automobiles mis en circulation.

§ 2. Cette différence positive des émissions de CO₂ est calculée comme suit :

a) les émissions de CO₂ du véhicule automobile nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne sont classifiées selon les fourchettes d'émissions de CO₂ indiquées dans la colonne I du tableau suivant.

Le chiffre indiqué en colonne II du tableau suivant, au regard de chaque fourchette d'émissions de CO₂, est appelé "catégorie d'émissions du véhicule automobile nouveau".

I	II
Emissions de CO ₂ du véhicule automobile nouveau	Catégorie d'émissions du véhicule automobile nouveau
De 0 à 104	1
De 105 à 115	2
De 116 à 125	3
De 126 à 135	4
De 136 à 145	5
De 146 à 155	6
De 156 à 165	7
De 166 à 175	8
De 176 à 185	9
De 186 à 195	10
De 196 à 205	11
De 206 à 215	12
De 216 à 225	13
De 226 à 235	14
De 236 à 245	15
De 246 à 255	16
A partir de 256	17

Lorsque le bénéficiaire de l'éco-bonus fait partie d'une famille nombreuse, le chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouvellement mis en usage, tel qu'indiqué dans la colonne II du tableau qui précède, est diminué de 1; le Ministre du Budget et des Finances de la Région wallonne détermine les modalités d'octroi de cette diminution du chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule automobile nouveau, soit d'office, soit sur demande de l'intéressé au service chargé de la gestion de l'éco-bonus;

b) les émissions de CO₂ de la moyenne des véhicules automobiles mis en circulation sont classifiées selon les fourchettes d'émissions de CO₂ indiquées dans la colonne I du tableau suivant.

Le chiffre indiqué en colonne II du tableau suivant, au regard de chaque fourchette d'émissions de CO₂, est appelé "catégorie moyenne d'émissions des véhicules automobiles".

I	II
Emissions de CO ₂ de la moyenne des véhicules automobiles mis en circulation	Catégorie moyenne d'émissions des véhicules automobiles
De 0 à 104	1
De 105 à 115	2
De 116 à 125	3
De 126 à 135	4
De 136 à 145	5
De 146 à 155	6
De 156 à 165	7
De 166 à 175	8
De 176 à 185	9
De 186 à 195	10
De 196 à 205	11
De 206 à 215	12
De 216 à 225	13
De 226 à 235	14
De 236 à 245	15
De 246 à 255	16
A partir de 256	17

c) Le chiffre représentant la catégorie d'émissions du véhicule nouveau est soustrait du chiffre représentant la catégorie moyenne d'émissions des véhicules, selon la formule suivante :

(catégorie moyenne d'émissions des véhicules automobiles) - (catégorie d'émissions du véhicule automobile nouveau).

Lorsque le chiffre obtenu lors de cette soustraction est un chiffre positif, le bénéficiaire a droit au paiement par la Région wallonne de l'éco-bonus, dont le montant est fixé par l'article 7.

Art. 7. § 1^{er}. Le montant de l'éco-bonus est le suivant :

I	II
Chiffre représentant la différence des émissions de CO ₂	Montant de l'éco-bonus
1	€ 0
2	€ 100
3	€ 150
4	€ 200
5	€ 250
6 et au-delà	€ 300

Par dérogation au présent tableau :

— le montant de l'éco-bonus est égal à 0 euro, lorsque la catégorie du véhicule automobile, neuf ou usagé, nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, est supérieure à 5;

— le montant de l'éco-bonus est égal à 1.000 euros, lorsque la catégorie du véhicule automobile, neuf ou usagé, nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, est égale à 1;

— le montant de l'éco-bonus est égal à 800 euros, lorsque la catégorie du véhicule automobile, neuf ou usagé, nouvellement mis en usage sur le territoire de la Région wallonne, est égale à 2.

§ 2. Le montant de l'éco-bonus, résultant du tableau du § 1^{er}, est dû par la Région wallonne au bénéficiaire.

CHAPITRE V. — Bénéficiaire de l'éco-bonus

Art. 8. Le bénéficiaire de l'éco-bonus est la personne physique qui est propriétaire du véhicule automobile dont la mise en usage donne droit à l'éco-bonus.

Lorsque le véhicule est ou doit être inscrit dans un répertoire matricule de véhicules, le bénéficiaire de l'éco-bonus est présumé être la personne physique qui est ou doit être inscrite au certificat d'immatriculation.

CHAPITRE VI. — Limitation du droit à l'éco-bonus

Art. 9. Endéans la période de douze mois à partir du mois au cours duquel a eu lieu la mise en usage d'un véhicule automobile donnant droit à un éco-bonus, un même bénéficiaire ne peut bénéficier de plus d'un éco-bonus, à moins que le changement de véhicule automobile ou l'immatriculation d'un nouveau véhicule automobile ne soient rendus nécessaires par un cas de force majeure, par un accident ayant entraîné un délaissement du véhicule initial à une compagnie d'assurances, en contrepartie de l'indemnisation du propriétaire du véhicule, ou par une raison impérieuse de nature technique, familiale, médicale, professionnelle ou sociale.

Art. 10. Les membres d'un ménage ne peuvent pas bénéficier d'un éco-bonus lors de la mise en usage d'un véhicule automobile, lorsque ce véhicule automobile était précédemment immatriculé au nom d'un autre membre de ce même ménage.

CHAPITRE VII. — Procédure

Section 1^{re}. — Etablissement de l'éco-bonus

Art. 11. Le service compétent pour gérer l'éco-bonus, en tous ses aspects, ci-après dénommé "le service", est la Cellule administrative transitoire pour la gestion de la fiscalité wallonne, créée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2003.

Art. 12. § 1^{er}. L'éco-bonus est dû au bénéficiaire par la Région wallonne, sur la base d'un décompte adressé au bénéficiaire ou à ses ayants droit par le service, au plus tard le 30 juin de l'année qui suit celle de mise en usage d'un véhicule automobile donnant droit à l'éco-bonus.

§ 2. Lorsque l'éco-bonus n'a pas été établi en application du § 1^{er} pour le 30 juin de l'année qui suit celle de mise en usage d'un véhicule automobile donnant droit à l'éco-bonus, cet éco-bonus est établi en faveur du bénéficiaire, soit d'initiative par le service, soit sur demande motivée et présentée par le bénéficiaire ou ses ayants droit au service.

Section 2. — Mode de versement de l'éco-bonus au bénéficiaire

Art. 13. § 1^{er}. Le versement de l'éco-bonus s'opère par virement au compte courant postal de l'ayant droit, au compte qu'il possède auprès d'un établissement de crédit affilié à une chambre de compensation du pays ou représenté auprès d'elle, ou encore par assignation postale établie à son nom.

Le Ministre du Budget et des Finances de la Région wallonne peut limiter les modes de versement de l'éco-bonus à l'assignation postale et il détermine la date d'effet du versement.

§ 2. L'éco-bonus constaté dans un décompte directement adressé au bénéficiaire par le service, conformément à l'article 12, doit être acquitté au plus tard dans les trois mois suivant le mois de la date de l'envoi de ce décompte.

Art. 14. Un intérêt moratoire dont le taux est identique au taux légal est alloué au bénéficiaire ou à ses ayants droit, en cas de non-paiement par la Région dans le délai fixé à l'article 13, § 2.

Cet intérêt est calculé par mois civil sur le montant à verser restant dû au bénéficiaire ou à ses ayants droit, arrondi à la dizaine d'euros inférieure, à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance du délai de versement visé à l'article 13, § 2.

Aucun intérêt moratoire n'est alloué lorsque son montant n'atteint pas 25 euros par mois.

Section 3. — Reversement des éco-bonus précédemment obtenus

Art. 15. § 1^{er}. Celui qui a obtenu irrégulièrement un éco-bonus est tenu de reverser à la Région wallonne le montant trop versé.

§ 2. Dans le cas du § 1^{er}, le service rectifie le décompte initial qui a donné lieu à cet éco-bonus irrégulier.

Dans ce cas, la rectification du décompte initial est accompagnée de la notification au redevable du reversement, par lettre recommandée à la poste adressée par le service, du nouveau décompte, en indiquant les motifs qui lui paraissent justifier la rectification et le montant à restituer par celui qui a obtenu irrégulièrement l'éco-bonus; le redevable de ce reversement peut notifier au service les observations qu'il entend faire valoir, dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi du nouveau décompte, ce délai pouvant être prolongé pour de justes motifs.

§ 3. Le montant à reverser par celui qui a obtenu irrégulièrement l'éco-bonus doit être acquitté dans le délai fixé par le nouveau décompte visé au § 2, sans que le délai de paiement puisse être inférieur à quinze jours ou supérieur à trois mois à dater du 1^{er} du mois qui suit celui de l'envoi.

Art. 16. § 1^{er}. Le montant à reverser par celui qui a obtenu irrégulièrement l'éco-bonus peut être récupéré par voie de contrainte, dont l'exécution ne peut être interrompue que par une action en justice.

§ 2. Les articles 29 à 31, 35 à 52bis et 58 à 62 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes sont applicables à la procédure en recouvrement du montant à reverser en exécution de l'article 15 par celui qui a obtenu irrégulièrement l'éco-bonus.

Toutefois, aucune contrainte ne peut être signifiée au redevable du reversement, avant l'expiration du délai de l'article 15, § 3, sauf si le redevable du reversement a marqué son accord par écrit sur le nouveau décompte, ou si les droits du Trésor régional sont en péril pour une cause autre que l'expiration des délais de prescription.

§ 3. Dans le cas où la situation du redevable du reversement de bonne foi le justifie, le Ministre du Budget et des Finances de la Région wallonne ou son délégué conclut avec lui des transactions.

Section 4. — Modifications diverses de procédure

Art. 17. L'intitulé du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes est remplacé par l'intitulé suivant :

« Décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes ».

Art. 18. A l'article 1^{er} du même décret, le mot "directes" est supprimé.

Art. 19. A l'article 2, § 1^{er}, du même décret, le mot "directes" est remplacé par le mot "wallonnes".

Art. 20. A l'article 3 du même décret, le mot "directes" est remplacé par le mot "wallonnes".

Art. 21. A l'article 17bis du même décret, inséré par le décret du 22 mars 2007, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les mots "Aucune somme de taxes ne peut être exigée des redevables, si ce n'est:" sont remplacés par les mots "Aucune somme de taxes ne peut être perçue des redevables, que:";

2° il est inséré un § 3, rédigé comme suit :

« § 3. Aucune somme de taxes ne peut être exigée par le receveur et faire l'objet de mesures d'exécution forcée que si ces mesures sont précédées d'une reprise dans un rôle rendu exécutoire, document qui constitue le titre exécutoire du recouvrement. »

Art. 22. A l'article 25 du même décret, il est ajouté un alinéa 3, rédigé comme suit :

« Les taxes non contestées dans ce délai sont présumées dues et la taxation est présumée régulière, sauf demande de dégrèvement fondée sur l'article 27. »

Art. 23. L'article 27 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 27. Sauf lorsqu'une réclamation recevable a été précédemment déposée et que la demande de dégrèvement repose sur les mêmes éléments et motivations que cette réclamation, le fonctionnaire désigné par le Gouvernement accorde le dégrèvement des taxes représentant une somme supérieure à celle qui est légalement due, perçues en application de l'article 17bis, § 1^{er}, résultant d'une application inexacte des dispositions légales afférentes au calcul du montant de l'impôt dû, telles que notamment les erreurs matérielles, les doubles emplois, les défauts de prise en compte d'une exonération ou réduction de taxe éventuellement applicable, l'apparition de documents ou faits nouveaux probants dont la production ou l'allégation tardive par le redevable est justifiée par de justes motifs, à condition que ces surtaxes aient été constatées par l'administration ou signalées par le redevable à celle-ci :

— soit dans les trois ans à partir du 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle la taxe est établie, dans le cas des taxes enrôlées;

— soit dans les trois ans à partir du 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition auquel appartient l'impôt dont le dégrèvement est demandé, dans le cas des taxes perçues sans avoir été reprises dans un rôle. »

Art. 24. L'article 28 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 28. En cas de rejet de sa réclamation ou de sa demande de dégrèvement, ou à défaut de décision du fonctionnaire désigné par le Gouvernement dans les six mois à dater de la réception de la réclamation ou de la demande de dégrèvement par ce fonctionnaire, le redevable peut introduire un recours judiciaire contre la décision de ce fonctionnaire ou, à défaut de celle-ci, contre la taxation.

Il est introduit par requête contradictoire ou par citation dirigées contre la Région en la personne du Ministre-Président.

Les articles 1385decies et 1385undecies du Code judiciaire sont applicables à ce recours judiciaire.

Le délai de six mois visé à l'alinéa 1^{er} est prolongé de trois mois lorsque l'imposition contestée a été établie d'office par le service visé à l'article 15.

Lorsque le recours judiciaire est introduit en l'absence de décision sur la réclamation ou sur la demande de dégrèvement après l'expiration du délai de six mois visé à l'alinéa 1^{er}, le fonctionnaire désigné par le Gouvernement est dessaisi. »

Art. 25. Dans le même décret, il est inséré un chapitre *Vbis*, rédigé comme suit :

« CHAPITRE *Vbis*. — Demandes subsidiaires de restitutions

Art. 28bis. Sans préjudice de l'article 25, alinéa 3, lorsqu'une taxe n'a pas été établie en application de l'article 17bis, § 1^{er}, les taxes indûment perçues et les montants négatifs de taxes sont restitués au redevable, sur demande écrite et motivée, présentée auprès du fonctionnaire compétent pour statuer sur les demandes de dégrèvement conformément à l'article 27, dans les trois ans à partir du 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition auquel appartient l'impôt dont la restitution est demandée.

Art. 28ter. En cas de rejet de sa demande subsidiaire de restitution, ou à défaut de décision du fonctionnaire compétent pour statuer sur les demandes de dégrèvement conformément à l'article 27, dans les six mois à dater de la réception de la demande par ce fonctionnaire, le redevable peut introduire un recours judiciaire contre la décision de ce fonctionnaire ou, à défaut de celle-ci, contre le défaut de restitution.

Il est introduit par requête contradictoire ou par citation dirigées contre la Région en la personne du Ministre-Président.

Les articles 1385decies et 1385undecies du Code judiciaire sont applicables à ce recours judiciaire.

Lorsque le recours judiciaire est introduit en l'absence de décision sur la demande après l'expiration du délai de six mois visé à l'alinéa 1^{er}, le fonctionnaire compétent pour statuer sur les demandes de dégrèvement conformément à l'article 27 est dessaisi. »

Art. 26. A l'article 35, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots "le receveur des taxes et redevances (ci-après dénommé le receveur)" sont remplacés par les mots "le fonctionnaire chargé du recouvrement des créances fiscales au bénéfice de la Région wallonne, ci-après dénommé le receveur".

Art. 27. Dans le même décret, il est inséré un article 52bis, rédigé comme suit :

« Art. 52bis. Toute somme à restituer ou à payer à un ayant droit dans le cadre de l'application des dispositions légales ou des règles du droit civil relatives à la répétition de l'indu, en matière de taxes régionales, de redevance radiotélévision ou d'éco-bonus sur les émissions de CO₂ par les véhicules automobiles des personnes physiques, peut être affectée par le receveur compétent au paiement des taxes régionales et de la redevance radiotélévision, des amendes fiscales, des intérêts et des frais dus par cet ayant droit eu égard à ces impôts et taxes, lorsque ces derniers ne sont pas ou plus contestés.

L'alinéa précédent reste applicable en cas de saisie, de cession, de situation de concours ou de procédure d'insolvabilité.

Cette affectation ne peut toutefois avoir lieu que moyennant notification à l'ayant droit, par lettre recommandée à la poste adressée par le receveur compétent, des sommes à restituer et des sommes dues à l'apurement desquelles le receveur entend affecter les sommes à restituer.

L'ayant droit de la restitution peut notifier au receveur les observations qu'il entend faire valoir, dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de l'avis d'affectation, ce délai pouvant être prolongé pour de justes motifs. Le montant à restituer ne peut être affecté à cet apurement avant l'expiration de ce délai, sauf si l'ayant droit a marqué son accord par écrit sur l'affectation, ou si les droits du Trésor régional sont en péril. »

Art. 28. Il est inséré un article D.2bis dans le Code de l'Eau, rédigé comme suit :

« Art. D.2bis. Le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes ne s'applique pas aux redevance et contribution sur les prises d'eau prévues aux articles D.252 à D.274 du présent Code, et à la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques prévue aux articles D.275 à D.316 du présent Code. »

Art. 29. A l'article D.120, alinéa 4, du Code de l'Eau, le mot "directes" est remplacé par le mot "wallonnes".

Art. 30. A l'article 39 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, le mot "wallonnes" est inséré entre les mots "en matière de taxes régionales" et les mots "ne s'applique pas".

Art. 31. A l'article 6, alinéa 2, du décret du 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés, le mot "directes" est remplacé par le mot "wallonnes".

Art. 32. A l'article 9, § 5, du même décret, modifié par l'article 57 du décret-programme du 23 février 2006, le mot "directes" est remplacé par le mot "wallonnes".

Art. 33. A l'article 31, § 1^{er}, de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision, modifié par l'article 31 du décret 27 mars 2003, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° le mot "directes" est remplacé par le mot "wallonnes";
- 2° les mots "à 52 inclus" sont remplacés par les mots "à 52bis inclus".

CHAPITRE VIII. — *Entrée en vigueur*

Art. 34. Le présent décret produit ses effets le 1^{er} janvier 2008.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 17 janvier 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2007-2008.*

Documents du Parlement wallon, 690 (2007-2008), n^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique 16 janvier 2008.

Discussion - Votes.

—
ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 467

[2008/200480]

17. JANUAR 2008 — Dekret zur Einführung eines Ökobonus auf die CO₂-Emissionen durch die Kraftfahrzeuge der natürlichen Personen (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Festsetzung und anspruchsbegründender Tatbestand des Ökobonus*

Artikel 1 - In der Wallonischen Region wird ein "Ökobonus" auf die positive Differenz der CO₂-Emissionen durch die auf dem Gebiet der Wallonischen Region von einer in der Wallonischen Region wohnhaften natürlichen Person in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeuge entweder im Verhältnis zu dem vorhergehenden ersetzten Kraftfahrzeug, oder mangels dessen im Verhältnis zum Durchschnitt der zugelassenen Kraftfahrzeuge gewährt.

Im Rahmen der zu diesem Zweck im Haushaltsplan der Wallonischen Region eingetragenen Haushaltsmittel und zu den durch das vorliegende Dekret festgelegten Bedingungen ist der Ökobonus pauschal in einem Mal bei der Ingebrauchnahme des Fahrzeugs auf dem Gebiet der Wallonischen Region durch jede, in der Wallonischen Region wohnhafte natürliche Person, die zum Eigentümer des Fahrzeugs wird - ob diese erstmalige Ingebrauchnahme auf Initiative dieses Eigentümers oder auf Initiative eines Dritten im Namen oder zugunsten dieses Eigentümers stattfindet - von der Wallonischen Region an den Empfangsberechtigten auszuführen.

KAPITEL II — *Definitionen*

Art. 2 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Fahrzeug": jedes Verkehrsmittel;

2° "Kraftfahrzeug": jedes zum Straßenverkehr bestimmte Motorfahrzeug mit oder ohne Karosserie, das mit mindestens vier Rädern versehen ist, das eine bauartbedingte Höchstgeschwindigkeit von mehr als 25 Stundenkilometern aufweist, dessen Eigengewicht mehr als 400 Kilogramm beträgt und dessen höchstzulässige Masse 3 500 Kilogramm nicht überschreitet, das für die Beförderung von Personen und/oder Gütern auf den Straßen bestimmt ist, mit Ausnahme folgender Motorfahrzeuge:

a) jedes für die Beförderung von Sachen entworfene und gebaute Fahrzeug, dessen höchstzulässige Masse 3 500 Kilogramm nicht überschreitet, das aus einer einzigen, vom Laderaum völlig getrennten Kabine, die höchstens zwei Sitzplätze zuzüglich des Fahrersitzes enthält, sowie aus einer offenen Ladeplattform besteht;

b) jedes für die Beförderung von Sachen entworfene und gebaute Fahrzeug, dessen höchstzulässige Masse 3 500 Kilogramm nicht überschreitet, das aus einer vom Laderaum völlig getrennten Doppelkabine, die höchstens sechs Sitzplätze zuzüglich des Fahrersitzes enthält, sowie aus einer offenen Ladeplattform besteht;

c) jedes für die Beförderung von Sachen entworfene und gebaute Fahrzeug, dessen höchstzulässige Masse 3 500 Kilogramm nicht überschreitet, das gleichzeitig aus einem den Passagieren vorbehaltenen Raum, der höchstens zwei Sitzplätze zuzüglich des Fahrersitzes enthält, und aus einem getrennten Laderaum besteht, dessen Abstand zwischen jedem Punkt der hinter der vorderen Sitzreihe befindlichen Trennwand und der hinteren Innenkante des in der Längsachse des Fahrzeugs in Höhe von 20 cm über dem Boden gemessenen Laderaums mindestens 50% der Länge des Radstands erreicht. Außerdem muss dieser Laderaum auf seiner gesamten Fläche mit einem festen horizontalen Boden versehen sein, der integrierender Bestandteil der Karosserie ist oder dauerhaft an dieser befestigt ist und mit keinem Befestigungspunkt für zusätzliche Sitzbänke, Sitze oder Sicherheitsgurte versehen ist;

d) jedes für die Beförderung von Sachen entworfene und gebaute Fahrzeug, dessen höchstzulässige Masse 3 500 Kilogramm nicht überschreitet, das gleichzeitig aus einem den Passagieren vorbehaltenen Raum, der höchstens sechs Sitzplätze zuzüglich des Fahrersitzes enthält, und aus einem völlig getrennten Laderaum besteht, dessen Abstand zwischen jedem Punkt der hinter der letzten Sitzreihe befindlichen Trennwand und der hinteren Innenkante des in der Längsachse des Fahrzeugs in Höhe von 20 cm über dem Boden gemessenen Laderaums mindestens 50% der Länge des Radstands erreicht. Außerdem muss dieser Laderaum auf seiner gesamten Fläche mit einem festen horizontalen Boden versehen sein, der integrierender Bestandteil der Karosserie ist oder dauerhaft an dieser befestigt ist und mit keinem Befestigungspunkt für zusätzliche Sitzbänke, Sitze oder Sicherheitsgurte versehen ist;

e) die Vierräder, das heißt die Fahrzeuge mit vier Rädern, deren Leermasse höchstens 400 kg beträgt (550 kg für die für die Güterbeförderung bestimmten Fahrzeuge), abzüglich der Batteriemasse für die elektrischen Fahrzeuge, deren maximale Nutzleistung des Motors höchstens 15 kW beträgt;

f) die für die Personenbeförderung entworfenen und gebauten Kraftfahrzeuge, die:

— entweder mehr als acht Sitzplätze zuzüglich des Fahrersitzes enthalten;

— oder höchstens acht Sitzplätze zuzüglich des Fahrersitzes enthalten und die mit einem Karosserietyp ausgestattet sind, der demjenigen der Lieferwagen oder Autobusse ähnelt;

g) die Fahrzeuge, die wegen ihrer technischen Eigenschaften nicht in einem Fahrzeugverzeichnis eingetragen sein können, wie beispielsweise noch nicht fertiggestellte Fahrzeuge oder Prototypen;

h) die Fahrzeuge, die entworfen wurden, um zu Wohnzwecken dienen zu können, und deren Wohnabteil mindestens folgende Ausstattungen enthält:

— Sitze und einen Tisch;

— Liegeplätze, die man durch Umklappen der Sitze erhält;

— eine Kochnische;

— und Ablageräume.

Diese Ausstattungen können nicht abmontiert werden; der Tisch kann jedoch derart entworfen werden, dass er leicht zusammengeklappt werden kann;

i) die Leichenwagen, das heißt die Kraftfahrzeuge, die zur Beförderung von Leichen eingerichtet sind und ausschließlich zu diesem Zweck benutzt werden;

j) die Krankenwagen, das heißt die Motorfahrzeuge, die zur Beförderung von kranken oder verletzten Personen bestimmt und eigens für diesen Zweck eingerichtet sind; als Krankenwagen gelten die Fahrzeuge der ärztlichen Nothilfedienste, die eigens zur Beförderung eines ärztlichen Teams, sowie seines Materials zum Unfallort ausgerüstet sind;

k) die langsamen Fahrzeuge, das heißt:

— die Kraftfahrzeuge, deren maximale Nenngeschwindigkeit von der Bauart oder dem Ursprung her 40 km/h nicht überschreiten darf, wobei die Eigenschaft eines derartigen Fahrzeugs als langsames Fahrzeug durch jegliche bauliche Veränderung, die zur Folge hat, dass diese Höchstgeschwindigkeit überschritten werden kann, entzogen wird;

— die land- oder forstwirtschaftlichen Zugmaschinen, das heißt die Rad- oder Raupenfahrzeuge mit mindestens zwei Achsen, deren Funktion hauptsächlich in der Zugleistung liegt und die eigens dazu entworfen sind, um bestimmte, zur Verwendung im landwirtschaftlichen oder forstwirtschaftlichen Betrieb bestimmte Werkzeuge, Maschinen oder Anhänger zu ziehen, zu schieben, zu tragen oder anzutreiben; dieses Fahrzeug kann zum Transport einer Last oder von Begleitpersonen eingerichtet sein; die vorliegende Definition ist nur auf bereifte Zugmaschinen anwendbar, die über zwei Achsen und eine bauartbedingte maximale Nenngeschwindigkeit zwischen 6 und 40 km/h + 4 km/h verfügen;

l) die Fahrzeuge besonderer Bauart, das heißt jegliches Transportmittel, das bauartmäßig oder nach endgültiger baulicher Veränderung hauptsächlich als Werkzeug dient, mit einer Nutzlast von beinahe Null im Verhältnis zu seinem Eigengewicht; diese Kategorie enthält die landwirtschaftlichen und industriellen Fahrzeuge und umfasst insbesondere: die industriellen und landwirtschaftlichen Geräte mit Eigenantrieb, Getreidemäher und Werkzeuganhänger;

m) die Abschleppfahrzeuge, das heißt die Fahrzeuge, die bei einer normalen Verwendung dazu bestimmt sind, Unfall- oder Pannenfahrzeuge durch Abschleppen oder Abtransport von der öffentlichen Straße zu räumen; ein Fahrzeug, das nur gelegentlich zu diesem Zweck benutzt wird, kann nicht als Abschleppfahrzeug betrachtet werden; es kann jedoch eine Ladeplattform vorhanden sein, vorausgesetzt, dass das Fahrzeug mindestens mit einer festen Winde und zwei festen oder abnehmbaren Verladerampen versehen ist;

n) die Motorfahrzeuge, die sich auf Schienen fortbewegen;

3° "höchstzulässige Masse": die technisch zulässige Masse, das heißt die nach dem Widerstand des Fahrgestells und der anderen Organe des Fahrzeugs bestimmte maximale Gesamtmasse des Kraftfahrzeugs, so wie sie gemäß den Vorschriften des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur allgemeinen Ordnung über die technischen Bedingungen, die von den Kraftfahrzeugen, deren Anhängern und Bauteilen, sowie deren Sicherheitszubehör zu erfüllen sind, festgelegt wird;

4° "Nutzlast": die auf dem Kraftfahrzeug zugelassene Last, so wie sie gemäß den Vorschriften des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur allgemeinen Ordnung über die technischen Bedingungen, die von den Kraftfahrzeugen, deren Anhängern und Bauteilen, sowie deren Sicherheitszubehör zu erfüllen sind, festgelegt wird;

5° "Eigengewicht": die Masse des Kraftfahrzeugs in fahrbereitem Zustand mit Karosserie, Ausrüstung, Zubehör und mit Treibstoff, Wasser und Schmierstoff vollgetankt, jedoch ohne die beförderten Personen oder Güter; für die Campingkraftfahrzeuge bezeichnet das Eigengewicht die Masse des Fahrzeugs in fahrbereitem Zustand, einschließlich der Innenausstattung, der gefüllten Wasser- und Gasbehälter zur häuslichen Verwendung;

6° "neues Kraftfahrzeug": Kraftfahrzeug, das nicht vor mehr als zwei Jahren gebaut wurde, das nicht mehr als 300 km auf dem Kilometerzähler hat und das in Belgien oder andernorts noch nicht amtlich zugelassen ist;

7° "Gebrauchtkraftfahrzeug": Kraftfahrzeug, das kein neues Fahrzeug ist;

8° "zugelassenes Kraftfahrzeug": Kraftfahrzeug, das zur Inbetriebnahme eine amtliche Zulassung erhält, die die Identifizierung des Fahrzeugs in einem Fahrzeugverzeichnis, sowie die Zuteilung einer Zulassungsnummer beinhaltet;

9° "Fahrzeugverzeichnis": das in Artikel 6 des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 2001 über die Zulassung von Fahrzeugen erwähnte Fahrzeugverzeichnis und das in Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1996 zur Regelung der Eintragung der Handelsschilder für Motorfahrzeuge und Anhänger erwähnte Fahrzeugverzeichnis der Handelszeichen;

10° "Zulassungszeichen": offizielles Nummernschild, das von der aufgrund des Artikels 22 des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 2001 über die Zulassung von Fahrzeugen mit der Mobilität beauftragten Direktion Straßenverkehr des föderalen öffentlichen Dienstes mit einer Aufschrift, einem Reliefstempel und mit Sicherheitselementen, die von dem in Artikel 1 15° desselben Königlichen Erlasses bezeichneten leitenden Beamten bestimmt werden, versehen ist;

11° "auf dem Gebiet der Wallonischen Region in Gebrauch genommenes Kraftfahrzeug": Kraftfahrzeug, dessen Benutzung vonseiten einer jeden Person, die zum Eigentümer des Fahrzeugs wird, auf dem Gebiet der Wallonischen Region begonnen wird, ob dieser Benutzungsbeginn auf Initiative dieses Eigentümers oder auf Initiative einer Drittperson im Namen oder zugunsten dieses Eigentümers stattfindet, ob dieser Benutzungsbeginn vonseiten dieser Person auf der öffentlichen Straße oder auf Privatwegen stattfindet, unter Berücksichtigung dieser Ingebrauchnahme zum Zeitpunkt des Beginns dieser Benutzung.

Als auf dem Gebiet der Wallonischen Region in Gebrauch genommene Kraftfahrzeuge gelten diejenigen, die vonseiten einer in der Wallonischen Region wohnhaften Person im Fahrzeugverzeichnis eingetragen sind oder eingetragen werden müssen, unter Berücksichtigung dieser Ingebrauchnahme zu dem Zeitpunkt, an dem diese Eintragung oder Eintragungspflicht wirksam wird.

Als nicht in Gebrauch genommene Kraftfahrzeuge gelten diejenigen, die lediglich Gegenstand einer Wiederzulassung sind;

12° "Wiederzulassung": die Zulassung eines selben Fahrzeugs auf den Namen desselben Eigentümers, jedoch unter einer verschiedenen Zulassungsnummer;

13° "Gebiet der Wallonischen Region": Gebiet der Wallonischen Region, wie es in Artikel 2 des Sondergesetzes über institutionelle Reformen vom 8. August 1980 bestimmt wird;

14° "Ersetzung": die Tatsache, dass ein auf dem Gebiet der Wallonischen Region in Gebrauch genommenes Kraftfahrzeug ein älteres Kraftfahrzeug ersetzt, das der Begünstigte nicht mehr zu benutzen beabsichtigt.

Es wird vermutet, dass sich ein neu unter einem schon vorher existierenden Zulassungszeichen zugelassenes Fahrzeug in dieser Lage befindet;

15° "CO₂-Emissionen des Kraftfahrzeugs": für die Fahrzeuge, die Gegenstand einer gemeinschaftlichen Betriebs-erlaubnis im Sinne der europäischen Richtlinie 70/156/EWG des Rates vom 6. Februar 1970 zur Angleichung der Rechtsvorschriften der Mitgliedstaaten über die Betriebs-erlaubnis für Kraftfahrzeuge und Kraftfahrzeuganhänger waren, entspricht die Menge des von dem betroffenen Fahrzeug ausgestoßen Kohlendioxids (CO₂) in Gramm pro Kilometer (g/km) derjenigen, die während eines Prüfzyklus zur Simulation des städtischen und außerstädtischen Fahrbetriebs gemäß der europäischen Richtlinie 80/1268/EWG des Rates vom 16. Dezember 1980 zur Angleichung der Rechtsvorschriften der Mitgliedstaaten über den Kraftstoffverbrauch von Kraftfahrzeugen, in Belgien umgesetzt durch den Königlichen Erlass vom 26. Februar 1981 zur Ausführung der Richtlinien der europäischen Gemeinschaften über die Betriebs-erlaubnis für Kraftfahrzeuge und Kraftfahrzeuganhänger, land- oder forstwirtschaftliche Zugmaschinen auf Rädern, deren Anhänger und Bauteile, sowie deren Sicherheitszubehör, gemessen wurde; außer bei Beweis des aus dem EG-Betriebs-erlaubnisbogen des Fahrzeugs hervorgehenden Gegenteils entspricht die Zahl dieser Emissionen für ein bestimmtes Fahrzeug derjenigen, die in dem in Artikel 10 §§ 4 und 5 des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur allgemeinen Ordnung über die technischen Bedingungen, die von den Kraftfahrzeugen, deren Anhängern und Bauteilen, sowie deren Sicherheitszubehör zu erfüllen sind, als städtische-außerstädtische gemischte oder kombinierte Emissionen angegeben wird.

Falls die von dem betroffenen Kraftfahrzeug ausgestoßene Menge Kohlendioxid (CO₂) in Gramm pro Kilometer (g/km) nicht gemäß dem vorhergehenden Absatz bestimmt wird, gelten die CO₂-Emissionen des Kraftfahrzeugs als das Ergebnis der Anwendung der nachstehenden Formel, das auf die untere Einheit abgerundet wird, wenn dieses Ergebnis eine Einheit überschreitet und keine Ganzzahl ist:

— für die mit Benzin angetriebenen Fahrzeuge:

$$\text{CO}_2\text{-Emissionen} = \text{FC} \times 23,9$$

— für die mit Dieselöl angetriebenen Fahrzeuge:

$$\text{CO}_2\text{-Emissionen} = \text{FC} \times 26,4$$

— für die mit flüssigem Erdölgas angetriebenen Fahrzeuge:

$$\text{CO}_2\text{-Emissionen} = \text{FC} \times 17,0$$

wobei:

FC = städtischer-außerstädtischer Verbrauch von gemischtem oder kombiniertem Kraftstoff pro Liter pro Kilometer, wie er gemäß der vorerwähnten europäischen Richtlinie 80/1268/EWG des Rates vom 16. Dezember 1980 zur Angleichung der Rechtsvorschriften der Mitgliedstaaten über den Kraftstoffverbrauch von Kraftfahrzeugen berechnet wird;

falls die von dem betroffenen Kraftfahrzeug ausgestoßene Menge Kohlendioxid (CO₂) in Gramm pro Kilometer (g/km) nicht gemäß den beiden vorhergehenden Absätzen bestimmt wird, sowie im Fall der seit mehr als 25 Jahren zugelassenen Fahrzeuge zum Zeitpunkt ihrer Ingebrauchnahme, sind die CO₂-Emissionen des Kraftfahrzeugs mutmaßlich folgende:

— für die mit Benzin angetriebenen Fahrzeuge: 195 g/km;

— für die mit Dieselöl angetriebenen Fahrzeuge: 186 g/km;

16° "CO₂-Emissionen des Durchschnitts der zugelassenen Kraftfahrzeuge": der Durchschnitt der Menge des von dem zugelassenen Fahrzeugpark pro Kilometer ausgestoßenen Kohlendioxids (CO₂) in Gramm (g/km), wobei die Menge, die diese Emissionen darstellt mutmaßlich 160 g/km entspricht.

Die Wallonische Regierung kann die vorerwähnte mutmaßliche Höhe der Emissionen angleichen, um sie der technologischen Entwicklung oder der Entwicklung des Fahrzeugparks anzupassen; sie befasst das Wallonische Parlament entweder sofort, wenn es bereits zusammengekommen ist, oder unmittelbar nach der Eröffnung seiner nächsten Sitzung, mit dem Entwurf eines Dekrets zur Bestätigung der derart verabschiedeten Erlasse;

17° "Haushalt": Gruppe von Personen, die sich aus mehreren zusammenwohnenden Personen mit oder ohne Verwandtschaftsverhältnis zusammensetzt, die am Tag der Ingebrauchnahme des Kraftfahrzeugs gewöhnlich in einer selben Hauptwohnung im Sinne des Artikels 3 des Gesetzes vom 19. Juli 1991 über die Bevölkerungsregister und die Personalausweise und zur Abänderung des Gesetzes vom 8. August 1983 zur Organisation eines Nationalregisters der natürlichen Personen leben, mit Ausnahme der Fälle, in denen aus anderen zu diesem Zweck vorgelegten amtlichen Urkunden hervorgeht, dass das Zusammenwohnen zwischen den Haushaltsmitgliedern tatsächlich stattfindet, obwohl es nicht oder nicht mehr mit der beim Nationalregister erhaltenen Information übereinstimmt;

18° "kinderreiche Familie": Haushalt mit mindestens drei unterhaltsberechtigten Kindern am Tag der Ingebrauchnahme des Kraftfahrzeugs;

19° "unterhaltsberechtignte Kinder": die Nachkommen einer Person und deren Ehepartner, gesetzlich Zusammenwohnenden oder Zusammenwohnenden, die zu ihrem Haushalt gehören und für die er ausschließlich oder hauptsächlich aufkommt, sowie die anderen Kinder, die zu ihrem Haushalt gehören und für die er ausschließlich oder hauptsächlich aufkommt;

Außer bei Beweis des Gegenteils, der von der Dienststelle zu erbringen ist, die für die Verwaltung des Ökobonus aufkommt, gelten als solche unterhaltsberechtignte Kinder am Tag der Ingebrauchnahme des Kraftfahrzeugs:

— die Kinder, die im Bevölkerungsregister, Fremdenregister oder Nationalregister der natürlichen Personen am Tag der Ingebrauchnahme des Kraftfahrzeugs als zum Haushalt gehörend eingetragen sind;

— die Nachkommen und anspruchsberechtigten Kinder, für die eines der Haushaltsmitglieder, das mit diesen Nachkommen und Kindern zusammenwohnt, am Tag der Ingebrauchnahme des Kraftfahrzeugs Anspruch auf Kinderzulagen oder garantierte Familienleistungen erheben kann.

Die Wallonische Regierung kann ebenfalls als "unterhaltsberechtignte Kinder" die Nachkommen einer Person und deren Ehepartner, gesetzlich Zusammenwohnenden oder Zusammenwohnenden ansehen, die zu ihrem Haushalt gehören und die am Tag der Ingebrauchnahme des Kraftfahrzeugs das 21te oder 25te Lebensjahr nicht erreicht haben, sowie die anderen Kinder, die zu ihrem Haushalt gehören und die am Tag der Ingebrauchnahme des Kraftfahrzeugs das 21te oder 25te Lebensjahr nicht erreicht haben.

KAPITEL III — Fälle der Nichtanwendung des Ökobonus

Art. 3 - Der Ökobonus wird nicht angewandt, wenn die in Artikel 1 erwähnten Differenzen durch die Ingebrauchnahme auf dem Gebiet der Wallonischen Region folgender Kraftfahrzeuge entstehen:

1° die Kraftfahrzeuge, die ein ausländischer professioneller Diensterbringer für eine in der Wallonischen Region wohnhafte natürliche Person für eine nicht erneuerbare Dauer von höchstens sechs Monaten zur Miete freigibt;

2° die Kraftfahrzeuge, die in der Wallonischen Region wohnhafte natürliche Personen in der Ausübung ihres Berufs und in zweiter Linie privat benutzen und die von einem im Ausland ansässigen Arbeitgeber zur Verfügung gestellt werden, an den diese Personen durch einen Arbeitsvertrag gebunden sind, wenn dieses Kraftfahrzeug nicht zugelassen ist;

3° die Kraftfahrzeuge, die von in der Wallonischen Region wohnhaften Beamten gefahren werden, die für eine in einem der anderen Mitgliedstaaten der Europäischen Union befindliche internationale Einrichtung arbeiten, wenn dieses Kraftfahrzeug nicht zugelassen ist;

4° die Kraftfahrzeuge, deren Eigentümer als zeitweilig abwesende Person im Sinne des Artikels 18, 6°, 8° und 9° des Königlichen Erlasses vom 16. Juli 1992 über die Bevölkerungsregister und das Fremdenregister betrachtet wird, und der nicht mehr als sechs Monate ununterbrochen in Belgien stationiert ist, wenn dieses Kraftfahrzeug nicht zugelassen ist;

5° die Kraftfahrzeuge, für die der Empfangsberechtigte des Ökobonus eine internationale Einrichtung, eine Botschaft, ein Konsulat, einer von deren Vertreter, Beamten oder Mitglieder ist, insofern sie aufgrund der Privilegien und Immunitäten, die ihnen gemäß dem internationalen Recht gewährt werden, von der Kraftfahrzeugsteuer befreit werden;

6° die Kraftfahrzeuge, die Gegenstand einer Übertragung des Zulassungskennzeichens im Sinne des Artikels 25 des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 2001 über die Zulassung von Fahrzeugen sind;

7° die Kraftfahrzeuge, die mit einem Zulassungszeichen "Probefahrt" oder "Händler" im Sinne des Artikels 2 des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1996 zur Regelung der Eintragung der Handelsschilder für Motorfahrzeuge und Anhänger versehen sind oder sein müssen;

8° die Kraftfahrzeuge, die mit einem vorübergehenden Zulassungskennzeichen im Sinne des Artikels 20 § 1 3° und 4° des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 2001 über die Zulassung von Fahrzeugen versehen sind oder sein müssen;

9° die Kraftfahrzeuge, die mit einem "EUR"- oder "EUROCONTROL"-Sonderkennzeichen im Sinne des Artikels 20 § 1 5° des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 2001 über die Zulassung von Fahrzeugen versehen sind oder sein müssen;

10° die Kraftfahrzeuge, die mit einem Diplomatenkennzeichen "CD" im Sinne des Artikels 20 § 1 6° des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 2001 über die Zulassung von Fahrzeugen versehen sind oder sein müssen;

11° die Kraftfahrzeuge, die auf dem Gebiet der Wallonischen Region ausschließlich zwecks ihrer Ein- bzw. Ausfuhr oder ihrer Unterstellung bzw. Lagerung für den Verkauf benutzt werden, unter der Bedingung, dass ihre Zulassung nicht durch die Regelung für die Zulassung der Fahrzeuge auferlegt wird;

12° die Kraftfahrzeuge, die im Sinne des vorliegenden Dekrets zum Zeitpunkt ihrer Ingebrauchnahme auf dem Gebiet der Wallonischen Region seit mehr als 25 Jahren zugelassen sind.

KAPITEL IV — Berechnungsmodus und Betrag des Ökobonus

Abschnitt 1 — Berechnung des Ökobonus, falls ein Kraftfahrzeug ersetzt wird

Art. 4 - § 1 - Wenn ein auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenes neues oder gebrauchtes Kraftfahrzeug ein anderes, bei seiner Ingebrauchnahme neues oder gebrauchtes Kraftfahrzeug ersetzt, wird der Ökobonus auf die positive Differenz der CO₂-Emissionen des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs im Verhältnis zu den CO₂-Emissionen des vorhergehenden ersetzten Kraftfahrzeugs angewandt.

§ 2 - Diese positive Differenz der CO₂-Emissionen wird folgendermaßen berechnet:

a) die CO₂-Emissionen des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs und des vorhergehenden ersetzten Kraftfahrzeugs werden entsprechend den in der Spalte I der nachstehenden Tabelle angegebenen CO₂-Emissionsspannen klassifiziert:

Die in der Spalte II der nachstehenden Tabelle angegebene Ziffer neben jeder CO₂-Emissionsspanne wird "Kategorie der Emissionen des Kraftfahrzeugs" genannt.

I	II
CO ₂ -Emissionen des Kraftfahrzeugs	Kategorie der Emissionen des Kraftfahrzeugs
Von 0 bis 104	1
Von 105 bis 115	2
Von 116 bis 125	3
Von 126 bis 135	4
Von 136 bis 145	5
Von 146 bis 155	6
Von 156 bis 165	7
Von 166 bis 175	8
Von 176 bis 185	9
Von 186 bis 195	10
Von 196 bis 205	11
Von 206 bis 215	12
Von 216 bis 225	13
Von 226 bis 235	14
Von 236 bis 245	15
Von 246 bis 255	16
Ab 256	17

Wenn der Empfangsberechtigte des Ökobonus einer kinderreichen Familie angehört, wird die Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Fahrzeugs, wie in der Spalte II der oben stehenden Tabelle angegeben, darstellt, um 1 herabgesetzt; der Minister des Haushalts und der Finanzen der Wallonischen Region bestimmt die Modalitäten für die Gewährung dieser Herabsetzung der Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neuen Fahrzeugs darstellt, entweder von Amts wegen oder auf Antrag der betroffenen Person bei der mit der Verwaltung des Ökobonus beauftragten Dienststelle;

b) die Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neuen Fahrzeugs darstellt, wird von der Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des älteren Fahrzeugs darstellt, nach folgender Formel abgezogen:

(Kategorie der Emissionen des älteren Fahrzeugs) - (Kategorie der Emissionen des neuen Fahrzeugs).

Wenn die bei dieser Subtraktion erhaltene Ziffer positiv ist, hat der Empfangsberechtigte Anspruch auf die Auszahlung des Ökobonus durch die Wallonische Region, dessen Betrag durch Artikel 5 festgelegt wird.

Art. 5 - § 1 - Der Betrag des Ökobonus ist Folgender:

I	II
Ziffer der Differenz der CO ₂ -Emissionen	Betrag des Ökobonus
1	€ 100
2	€ 150
3	€ 200
4	€ 250
5	€ 300
6	€ 350
7	€ 400
8	€ 450
9	€ 500
10	€ 550
11	€ 600
12	€ 650
13	€ 700
14	€ 750
15	€ 800
16 und darüber	€ 850

In Abweichung der vorliegenden Tabelle:

— der Betrag des Ökobonus entspricht 0 Euro, wenn die Kategorie des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen neuen oder gebrauchten Kraftfahrzeugs über 5 liegt;

— der Betrag des Ökobonus entspricht 1.000 Euro, wenn die Kategorie des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen neuen oder gebrauchten Kraftfahrzeugs gleich 1 ist;

— der Betrag des Ökobonus entspricht 800 Euro, wenn die Kategorie des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen neuen oder gebrauchten Kraftfahrzeugs gleich 2 ist.

§ 2 - Den Betrag des Ökobonus, der sich aus der Tabelle des § 1 ergibt, muss die Wallonische Region dem Empfangsberechtigten zahlen.

Abschnitt 2 — Berechnung des Ökobonus, falls ein Kraftfahrzeug nicht ersetzt wird

Art. 6 - § 1 - Wenn ein auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenes neues oder gebrauchtes Kraftfahrzeug kein anderes Kraftfahrzeug bei seiner Ingebrauchnahme ersetzt, wird der Ökobonus auf die positive Differenz der CO₂-Emissionen des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs im Verhältnis zu den CO₂-Emissionen des Durchschnitts der zugelassenen Kraftfahrzeuge angewandt.

§ 2 - Diese positive Differenz der CO₂-Emissionen wird folgendermaßen berechnet:

a) die CO₂-Emissionen des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs werden entsprechend den in der Spalte I der nachstehenden Tabelle angegebenen CO₂-Emissionsspannen klassifiziert:

Die in der Spalte II der nachstehenden Tabelle angegebene Ziffer neben jeder CO₂-Emissionsspanne wird "Kategorie der Emissionen des neuen Kraftfahrzeugs" genannt.

I	II
CO ₂ -Emissionen des neuen Kraftfahrzeugs	Kategorie der Emissionen des neuen Kraftfahrzeugs
Von 0 bis 104	1
Von 105 bis 115	2
Von 116 bis 125	3
Von 126 bis 135	4
Von 136 bis 145	5
Von 146 bis 155	6
Von 156 bis 165	7
Von 166 bis 175	8
Von 176 bis 185	9
Von 186 bis 195	10
Von 196 bis 205	11
Von 206 bis 215	12
Von 216 bis 225	13
Von 226 bis 235	14
Von 236 bis 245	15
Von 246 bis 255	16
Ab 256	17

Wenn der Empfangsberechtigte des Ökobonus einer kinderreichen Familie angehört, wird die Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neu in Gebrauch genommenen Fahrzeugs, wie in der Spalte II der oben stehenden Tabelle angegeben, darstellt, um 1 herabgesetzt; der Minister des Haushalts und der Finanzen der Wallonischen Region bestimmt die Modalitäten für die Gewährung dieser Herabsetzung der Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neuen Fahrzeugs darstellt, entweder von Amts wegen oder auf Antrag der betroffenen Person bei der mit der Verwaltung des Ökobonus beauftragten Dienststelle;

b) die CO₂-Emissionen des Durchschnitts der zugelassenen Kraftfahrzeuge werden entsprechend den in der Spalte I der nachstehenden Tabelle angegebenen CO₂-Emissionsspannen klassifiziert:

Die in der Spalte II der nachstehenden Tabelle angegebene Ziffer neben jeder CO₂-Emissionsspanne wird "Durchschnittskategorie der Emissionen der Kraftfahrzeuge" genannt.

I	II
CO ₂ -Emissionen des Durchschnitts der zugelassenen Kraftfahrzeuge	Durchschnittskategorie der Emissionen der Kraftfahrzeuge
Von 0 bis 104	1
Von 105 bis 115	2
Von 116 bis 125	3
Von 126 bis 135	4
Von 136 bis 145	5
Von 146 bis 155	6
Von 156 bis 165	7
Von 166 bis 175	8
Von 176 bis 185	9
Von 186 bis 195	10
Von 196 bis 205	11
Von 206 bis 215	12
Von 216 bis 225	13
Von 226 bis 235	14
Von 236 bis 245	15
Von 246 bis 255	16
Ab 256	17

c) die Ziffer, die die Kategorie der Emissionen des neuen Fahrzeugs darstellt, wird von der Ziffer, die die Durchschnittskategorie der Emissionen der Fahrzeuge darstellt, nach folgender Formel abgezogen:

(Durchschnittskategorie der Emissionen der Kraftfahrzeuge) - (Kategorie der Emissionen des neuen Kraftfahrzeugs).

Wenn die bei dieser Subtraktion erhaltene Ziffer positiv ist, hat der Empfangsberechtigte Anspruch auf die Auszahlung des Ökobonus durch die Wallonische Region, dessen Betrag durch Artikel 7 festgelegt wird.

Art. 7 - § 1 - Der Betrag des Ökobonus ist Folgender:

I	II
Ziffer der Differenz der CO ₂ -Emissionen	Betrag des Ökobonus
1	€ 0
2	€ 100
3	€ 150
4	€ 200
5	€ 250
6 und darüber	€ 300

In Abweichung der vorliegenden Tabelle:

— der Betrag des Ökobonus entspricht 0 Euro, wenn die Kategorie des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen neuen oder gebrauchten Kraftfahrzeugs über 5 liegt;

— der Betrag des Ökobonus entspricht 1.000 Euro, wenn die Kategorie des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen neuen oder gebrauchten Kraftfahrzeugs gleich 1 ist;

— der Betrag des Ökobonus entspricht 800 Euro, wenn die Kategorie des auf dem Gebiet der Wallonischen Region neu in Gebrauch genommenen neuen oder gebrauchten Kraftfahrzeugs gleich 2 ist.

§ 2 - Den Betrag des Ökobonus, der sich aus der Tabelle des Paragraphen 1 ergibt, muss die Wallonische Region dem Empfangsberechtigten zahlen.

KAPITEL V — *Empfangsberechtigter des Ökobonus*

Art. 8 - Der Empfangsberechtigte des Ökobonus ist die natürliche Person, die Eigentümer des Kraftfahrzeugs ist, dessen Ingebrauchnahme Anspruch auf den Ökobonus gibt.

Wenn ein Fahrzeug in einem Fahrzeugverzeichnis eingetragen ist oder dort eingetragen werden muss, wird vermutet, dass der Empfangsberechtigte die natürliche Person ist, die in der Zulassungsbescheinigung eingetragen ist oder in diese eingetragen werden muss.

KAPITEL VI — *Einschränkung des Anrechts auf den Ökobonus*

Art. 9 - Innerhalb eines Zeitraums von zwölf Monaten ab dem Monat, während dem die Ingebrauchnahme eines zu einem Ökobonus berechtigten Kraftfahrzeugs stattfand, kann ein selber Empfangsberechtigter nicht mehr als einen Ökobonus in Anspruch nehmen, es sei denn, dass der Kraftfahrzeugwechsel oder die Zulassung eines neuen Kraftfahrzeugs durch einen Fall höherer Gewalt, durch einen Unfall mit der Abtretung des ursprünglichen Fahrzeugs an eine Versicherungsgesellschaft als Ausgleich für die Entschädigung des Eigentümers des Fahrzeugs zur Folge oder durch einen zwingenden Grund technischer, familiärer, medizinischer, beruflicher oder sozialer Art notwendig geworden ist.

Art. 10 - Die Mitglieder eines Haushalts können bei der Ingebrauchnahme eines Kraftfahrzeugs keinen Ökobonus in Anspruch nehmen, wenn dieses Kraftfahrzeug vorher auf den Namen eines anderen Mitglieds desselben Haushalts zugelassen wurde.

KAPITEL VII — *Verfahren*

Abschnitt 1 — Festsetzung des Ökobonus

Art. 11 - Die für die Verwaltung des Ökobonus unter allen seinen Aspekten zuständige Dienststelle, nachstehend "die Dienststelle" genannt, ist die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2003 gegründete vorläufige administrative Zelle für die Verwaltung des wallonischen Steuerwesens.

Art. 12 - § 1 - Den Ökobonus muss die Wallonische Region dem Empfangsberechtigten auf der Grundlage einer Abrechnung zahlen, die die Dienststelle spätestens am 30. Juni des Jahres, das auf das Jahr der Ingebrauchnahme eines zu einem Ökobonus berechtigten Kraftfahrzeugs folgt, an den Empfangsberechtigten oder an dessen Bezugsberechtigten richtet.

§ 2 - Wenn der Ökobonus nicht in Anwendung des Paragraphen 1 für den 30. Juni des Jahres, das auf das Jahr der Ingebrauchnahme eines zu einem Ökobonus berechtigten Kraftfahrzeugs folgt, festgesetzt worden ist, wird dieser Ökobonus zugunsten des Empfangsberechtigten entweder auf Initiative der Dienststelle oder auf einen mit Gründen versehenen und von dem Empfangsberechtigten oder dessen Bezugsberechtigten der Dienststelle unterbreiteten Antrag festgesetzt.

Abschnitt 2 — Art der Auszahlung des Ökobonus an den Empfangsberechtigten

Art. 13 - § 1 - Die Auszahlung des Ökobonus erfolgt durch die Überweisung auf das Postscheckkonto des Bezugsberechtigten, auf das Konto, das er bei einem Kreditinstitut besitzt, das einer Abrechnungsstelle des Landes zugeordnet oder bei dieser vertreten ist, oder auch durch Postanweisung auf seinen Namen.

Der Minister des Haushalts und der Finanzen der Wallonischen Region kann die Arten der Auszahlung des Ökobonus auf die Postanweisung beschränken; er bestimmt das Datum des Wirksamwerdens der Auszahlung.

§ 2 - Der Ökobonus, der in einer Abrechnung festgestellt wird, die von der Dienststelle gemäß Artikel 12 direkt an den Empfangsberechtigten gerichtet wird, muss spätestens innerhalb von drei Monaten beglichen werden, die auf den Monat des Datums der Einsendung dieser Abrechnung folgen.

Art. 14 - Falls die Region nicht innerhalb der in Artikel 13 § 2 festgelegten Frist zahlt, werden dem Empfangsberechtigten oder dessen Bezugsberechtigten Aufschubzinsen gewährt, deren Zinssatz dem gesetzlichen Zinssatz entspricht.

Diese auf die unteren zehn Euro abgerundeten Zinsen werden ab dem ersten Tag des Monats, der auf den Monat des in Artikel 13 § 2 erwähnten Ablaufs der Zahlungsfrist folgt, jeden Kalendermonat dem auszahlenden Betrag angerechnet, der dem Empfangsberechtigten oder dessen Bezugsberechtigten geschuldet wird.

Es werden keine Aufschubzinsen gewährt, wenn der Betrag pro Monat unter 25 Euro liegt.

Abschnitt 3 — Rückzahlung der vorher erhaltenen Ökoboni

Art. 15 - § 1. Diejenige Person, die regelwidrig einen Ökobonus erhalten hat, ist verpflichtet, den zuviel gezahlten Betrag der Wallonischen Region zurückzuzahlen.

§ 2 - Im Falle des § 1 berichtigt die Dienststelle die ursprüngliche Abrechnung, die zu diesem regelwidrigen Ökobonus geführt hat.

In diesem Fall stellt die Dienststelle dem Rückzahlungspflichtigen zusammen mit der Berichtigung der ursprünglichen Abrechnung die neue Abrechnung per Einschreiben bei der Post zu, wobei sie die Gründe angibt, die ihr die Berichtigung und den Betrag, der von der Person zurückzuerstatten ist, die den Ökobonus regelwidrig erhalten hat, als gerechtfertigt erscheinen lassen; der Zahlungspflichtige dieser Rückerstattung kann der Dienststelle innerhalb einer Frist von einem Monat ab dem Datum der Einsendung der neuen Abrechnung die Bemerkungen zustellen, die er gelten zu lassen beabsichtigt, wobei diese Frist aus berechtigten Gründen verlängert werden kann.

§ 3 - Der Betrag, der von der Person zurückzuerstatten ist, die den Ökobonus regelwidrig erhalten hat, muss innerhalb der durch die neue, in Paragraph 2 erwähnte Abrechnung festgelegten Frist beglichen werden, ohne dass die Zahlungsfrist unter fünfzehn Tagen oder über drei Monaten ab dem 1sten des Monats, der auf den Monat der Einsendung folgt, liegen darf.

Art. 16 - § 1 - Der Betrag, der von der Person zurückzuerstatten ist, die den Ökobonus regelwidrig erhalten hat, kann durch einen Zahlungsbefehl beigetrieben werden, dessen Vollstreckung lediglich durch eine Rechtshandlung unterbrochen werden kann.

§ 2 - Die Artikel 29 bis 31, 35 bis 52*bis* und 58 bis 62 des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben sind auf das Verfahren zur Zwangsbeitreibung des in Ausführung des Artikels 15 von der Person, die den Ökobonus regelwidrig erhalten hat, zurückzuerstattenden Betrags anwendbar.

Dem Rückzahlungspflichtigen kann jedoch kein Zahlungsbefehl vor Ablauf der Frist des Artikels 15 § 3 zugestellt werden, außer wenn der Rückzahlungspflichtige schriftlich sein Einverständnis für die neue Abrechnung gegeben hat oder wenn die Rechte des regionalen Schatzamts aus einem anderen Grund als dem des Ablaufs der Verjährungsfristen gefährdet sind.

§ 3 - Falls die Lage des gutgläubigen Rückzahlungspflichtigen es rechtfertigt, kann der Minister des Haushalts und der Finanzen der Wallonischen Region oder dessen Vertreter mit ihm verhandeln.

Abschnitt 4 — Verschiedene Verfahrensänderungen

Art. 17 - Der Titel des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben wird durch folgenden Titel ersetzt:

«Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben».

Art. 18 - In Artikel 1 desselben Dekrets wird das Wort "direkten" gestrichen.

Art. 19 - In Artikel 2, § 1 desselben Dekrets wird das Wort "direkten" durch das Wort "wallonischen" ersetzt.

Art. 20 - In Artikel 3 desselben Dekrets wird das Wort "direkten" durch das Wort "wallonischen" ersetzt.

Art. 21 - In Artikel 17*bis* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 22. März 2007, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1 werden die Wörter "Keine Summe von Abgaben kann von den Abgabepflichtigen angefordert werden, es sei denn, es geschieht" durch die Wörter "Keine Summe von Abgaben kann vom Abgabepflichtigen bezogen werden, außer:" ersetzt;

2° ein § 3*bis* mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

«§ 3 - Keine Summe von Abgaben kann vom Einnehmer angefordert werden oder Gegenstand von Zwangsvollstreckungsmaßnahmen sein, außer wenn diesen Maßnahmen eine Eintragung in die für vollstreckbar erklärte Heberolle vorhergeht - Unterlage, die die vollstreckbare Urkunde der Beitreibung bildet.»

Art. 22 - In Artikel 25 desselben Dekrets wird ein Absatz 3 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Die Abgaben, die nicht innerhalb dieser Frist angefochten werden, gelten als geschuldet und die Veranlagung gilt als ordnungsgemäß, außer wenn ein Antrag auf einen Nachlass auf der Grundlage des Artikels 27 vorliegt.»

Art. 23 - Artikel 27 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 27 - Außer wenn vorher eine zulässige Beschwerde vorgelegt wurde und der Antrag auf einen Nachlass auf denselben Elementen und Begründungen beruht wie die Beschwerde, gewährt der von der Regierung bezeichnete Beamte den Nachlass der in Anwendung des Artikels 17*bis*, § 1 bezogenen Abgaben, die eine höhere Summe als die gesetzlich zu zahlende Summe darstellen, und die sich aus einer falschen Anwendung der gesetzlichen Bestimmungen bezüglich der Berechnung des Betrags der zu zahlenden Steuer ergeben, wie insbesondere die materiellen Fehler, doppelten Besteuerungen, Nichtberücksichtigungen einer eventuell anwendbaren Abgabenbefreiung oder -ermäßigung, das Auftauchen neuer beweiskräftiger Dokumente oder Tatsachen, deren späte Vorlage oder Angabe durch den Abgabepflichtigen aus berechtigten Gründen gerechtfertigt wird, unter der Bedingung, dass diese Überbesteuerungen durch die Verwaltung festgestellt oder dieser durch den Abgabepflichtigen mitgeteilt worden sind, und zwar:

— entweder innerhalb von drei Jahren ab dem 1. Januar des Jahres, im Laufe dessen die Abgabe festgesetzt worden ist, im Falle der in der Heberolle eingetragenen Abgaben;

— oder innerhalb von drei Jahren ab dem 1. Januar des Steuerjahres, zu dem die Steuer gehört, für die der Nachlass beantragt wird, im Falle der Abgaben, die bezogen wurden, ohne in eine Heberolle eingetragen worden zu sein.»

Art. 24 - Artikel 28 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 28 - Falls seine Beschwerde oder sein Antrag auf einen Nachlass zurückgewiesen wird oder in Ermangelung einer Entscheidung des durch die Regierung bezeichneten Beamten innerhalb von sechs Monaten ab dem Datum des Empfangs der Beschwerde oder des Antrags auf einen Nachlass durch diesen Beamten, kann der Abgabepflichtige eine gerichtliche Beschwerde gegen die Entscheidung dieses Beamten oder in Ermangelung der Letzteren gegen die Besteuerung einreichen.

Sie wird mittels einer gegen die Region in der Person des Minister-Präsidenten gerichteten kontradiktorischen Klageschrift oder Vorladung eingereicht.

Die Artikel 1385*decies* und 1385*undecies* des Gerichtsgesetzbuches sind auf diese gerichtliche Beschwerde anwendbar.

Die in Absatz 1 erwähnte Frist von sechs Monaten wird um drei Monate verlängert, wenn die angefochtene Besteuerung von der in Artikel 15 erwähnten Dienststelle von Amts wegen festgesetzt worden ist.

Wenn die gerichtliche Beschwerde in Ermangelung einer Entscheidung über die Beschwerde oder über den Antrag auf einen Nachlass nach Ablauf der in Absatz 1 erwähnten sechsmonatigen Frist eingereicht wird, wird der durch die Regierung bezeichnete Beamte für nicht zuständig erklärt.»

Art. 25 - In dasselbe Dekret wird ein Kapitel *Vbis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«KAPITEL *Vbis* — *Ergänzungsanträge auf Rückerstattungen*

Artikel 28*bis* - Wenn unbeschadet des Artikels 25, Absatz 3 eine Abgabe nicht in Anwendung des Artikels 17*bis*, § 1 festgesetzt worden ist, werden die unberechtigterweise bezogenen Abgaben und die negativen Beträge der Abgaben auf schriftlichen und begründeten, dem für die Beschlussfassung gemäß Artikel 27 bezüglich der Anträge auf Nachlass zuständigen Beamten innerhalb von drei Jahren ab dem 1. Januar des Steuerjahres, zu dem die zurückgeforderte Steuer gehört, vorgelegten Antrag dem Abgabepflichtigen zurückerstattet.

Art. 28*ter* - Falls sein Ergänzungsantrag auf Rückerstattung zurückgewiesen wird oder falls der für die Beschlussfassung gemäß Artikel 27 bezüglich der Anträge auf Nachlass zuständige Beamte nicht innerhalb von sechs Monaten, nachdem er den Antrag erhalten hat, einen Beschluss gefasst hat, kann der Abgabepflichtige eine gerichtliche Beschwerde gegen den Beschluss dieses Beamten, oder in Ermangelung dessen, gegen die Nichtrückerstattung einreichen.

Sie wird mittels einer gegen die Region in der Person des Minister-Präsidenten gerichteten kontradiktorischen Klageschrift oder Vorladung eingereicht.

Die Artikel 1385*decies* und 1385*undecies* des Gerichtsgesetzbuches sind auf diese gerichtliche Beschwerde anwendbar.

Wenn die gerichtliche Beschwerde in Ermangelung eines Beschlusses über den Antrag nach Ablauf der in Absatz 1 erwähnten sechsmonatigen Frist eingereicht wird, wird der für die Beschlussfassung gemäß Artikel 27 über die Anträge auf Nachlass zuständige Beamte für nicht zuständig erklärt.»

Art. 26 - In Artikel 35 Absatz 1 desselben Dekrets werden die Wörter "der Einnehmer der Steuern und Gebühren (weiter unten den Einnehmer genannt)" durch die Wörter "der mit der Beitreibung der Steuerforderungen zugunsten der Wallonischen Region beauftragte Beamte, nachstehend der Einnehmer genannt," ersetzt.

Art. 27 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 52*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 52*bis* - Jeder im Rahmen der Anwendung der gesetzlichen Bestimmungen oder der Regeln des Zivilrechts bezüglich der Rückforderung einer bezahlten Nichtschuld in Sachen regionale Abgaben, Rundfunk- und Fernsehgebühren oder Ökoboni auf die CO₂-Emissionen durch die Kraftfahrzeuge der natürlichen Personen an einen Bezugsberechtigten zurückzuerstattende oder zu zahlende Betrag kann von dem zuständigen Einnehmer der Zahlung der regionalen Abgaben und der Rundfunk- und Fernsehgebühren, der Steuerstrafen, der von diesem Bezugsberechtigten für diese Steuern und Abgaben zu zahlenden Zinsen und Kosten angerechnet werden, wenn diese Steuern und Abgaben nicht oder nicht mehr angefochten werden.

Im Falle einer Pfändung, einer Abtretung, eines Beistands oder eines Insolvenzverfahrens bleibt der vorhergehende Absatz anwendbar.

Diese Anrechnung kann jedoch nur unter der Voraussetzung stattfinden, dass der zuständige Einnehmer dem Bezugsberechtigten per Einschreiben bei der Post die zurückzuerstattenden und zu zahlenden Beträge zustellt, denen der Einnehmer die zurückzuerstattenden Beträge bei der Schuldbereinigung anzurechnen beabsichtigt.

Der Bezugsberechtigte der Rückerstattung kann dem Einnehmer innerhalb einer Frist von einem Monat ab dem Datum der Einsendung des Anrechnungsbescheids die Bemerkungen zustellen, die er gelten zu lassen beabsichtigt, wobei diese Frist aus berechtigten Gründen verlängert werden kann. Der zurückzuerstattende Betrag kann dieser Schuldbereinigung nicht vor Ablauf dieser Frist angerechnet werden, außer wenn der Bezugsberechtigte seine schriftliche Zustimmung zur Anrechnung gegeben hat oder wenn die Rechte des regionalen Schatzamts gefährdet sind.»

Art. 28 - In das Wassergesetzbuch wird ein Artikel D.2*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. D.2*bis* - Das Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben ist nicht auf die in den Artikeln D.252 bis D.274 des vorliegenden Gesetzbuches vorgesehene Gebühr und Abgabe für die Wasserentnahme und die in den Artikeln D.275 bis D.316 desselben Dekrets vorgesehene Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern anwendbar.»

Art. 29 - In Artikel D.120 Absatz 4 des Wassergesetzbuches wird das Wort "direkten" durch das Wort "wallonischen" ersetzt.

Art. 30 - In Artikel 39 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts wird das Wort "wallonischen" zwischen die Wörter "direkten Abgaben" gesetzt.

Art. 31 - In Artikel 6 Absatz 2 des Dekrets vom 27. Mai 2004 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände wird das Wort "direkten" durch das Wort "wallonischen" ersetzt.

Art. 32 - In Artikel 9 § 5 desselben Dekrets, abgeändert durch den Artikel 57 des Programmdekrets vom 23. Februar 2006, wird das Wort "direkten" durch das Wort "wallonischen" ersetzt.

Art. 33 - In Artikel 31 § 1 des Gesetzes vom 13. Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren, abgeändert durch den Artikel 31 des Dekrets vom 27. März 2003 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° das Wort "direkten" wird durch das Wort "wallonischen" ersetzt;

2° die Wörter "bis einschließlich 52" werden durch die Wörter "bis einschließlich 52*bis*" ersetzt.

KAPITEL VIII — *Inkrafttreten*

Art. 34 - Das vorliegende Dekret wird am 1. Januar 2008 wirksam.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 17. Januar 2008

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,

M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,

J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,

Frau M.-D. SIMONET

Der Ministerin der Ausbildung,

M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,

D. DONFUT

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

—
Fußnote

(1) *Sitzung 2007-2008.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments 690 (2007-2008) Nrn. 1 und 2

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 16. Januar 2008

Diskussion - Abstimmung.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 467

[2008/200480]

17 JANUARI 2008. — Decreet houdende invoering van een ecobonus op de CO₂-emissies van de autovoertuigen van natuurlijke personen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Invoering en grondslag van het ecobonusrecht*

Artikel 1. Er wordt in het Waalse Gewest een "ecobonus" toegekend op het positieve verschil van de CO₂-emissies van een autovoertuig dat op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik genomen wordt door een in het Waalse Gewest woonachtige natuurlijke persoon, hetzij t.o.v. het vorige autovoertuig dat vervangen is, hetzij, bij gebreke daarvan, t.o.v. het gemiddelde van de autovoertuigen die in het verkeer zijn gebracht.

Binnen de perken van de kredieten die daartoe op de begroting van het Waalse Gewest voorzien worden en onder de voorwaarden bepaald in dit decreet is het Waalse Gewest de ecobonus forfaitair en in één keer aan de begunstigde verschuldigd bij de ingebruikneming van het voertuig op het grondgebied van het Waalse Gewest door elke in het Waalse Gewest woonachtige natuurlijke persoon die eigenaar van het voertuig wordt, ongeacht of het voertuig gebruikt begint te worden door tussenkomst van de eigenaar of door tussenkomst van een derde in naam of voor rekening van de eigenaar.

HOOFDSTUK II. — *Begripsomschrijving*

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° "voertuig"; elk vervoermiddel;

2° "autovoertuig" : ieder voor deelname aan het wegverkeer bestemd met of zonder koetswerk motorvoertuig op ten minste vier wielen met een door de constructie bepaalde maximumsnelheid van meer dan 25 km/u. waarvan de eigen massa hoger is dan 400 kg en met een maximale toegelaten massa van ten hoogste 3 500 kg, bestemd voor het vervoer over de weg van personen en/of goederen, met uitzondering van de volgende motorvoertuigen :

a) elk voertuig opgevat en gebouwd voor het vervoer van zaken waarvan de maximaal toegelaten massa 3 500 kg niet overschrijdt, bestaande uit een volledig van de laadruimte afgesloten enkele cabine die ten hoogste twee plaatsen mag bevatten, die van de bestuurder niet inbegrepen, en een open laadbak;

b) elk voertuig opgevat en gebouwd voor het vervoer van zaken waarvan de maximaal toegelaten massa 3 500 kg niet overschrijdt, bestaande uit een volledig van de laadruimte afgesloten dubbele cabine die ten hoogste zes plaatsen mag bevatten, die van de bestuurder niet inbegrepen, en een open laadbak;

c) elk voertuig opgevat en gebouwd voor het vervoer van zaken waarvan de maximaal toegelaten massa 3 500 kg niet overschrijdt, gelijktijdig bestaande uit een passagiersruimte die ten hoogste twee plaatsen mag bevatten, die van de bestuurder niet inbegrepen en een daarvan afgesloten laadruimte waarvan de afstand, tussen elk punt van de scheidingswand achter de zitplaatsen en de binnenkant van de achterzijde van de laadruimte, gemeten in de langrichting van het voertuig, op een hoogte van 20 cm boven de vloer, steeds minstens 50 % dient te bedragen van de lengte van de wielbasis. Deze laadruimte moet bovendien over haar hele oppervlakte bestaan uit een van het koetswerk deel uitmakende, vaste of duurzaam bevestigde, horizontale laadvloer zonder verankeringsplaatsen voor bijkomende banken, zetels of veiligheidsgordels;

d) elk voertuig opgevat en gebouwd voor het vervoer van zaken waarvan de maximaal toegelaten massa 3 500 kg niet overschrijdt, gelijktijdig bestaande uit een passagiersruimte die ten hoogste zes plaatsen mag bevatten, die van de bestuurder niet inbegrepen en een daarvan volledig afgesloten laadruimte waarvan de afstand, tussen elk punt van de scheidingswand achter de laatste rij zitplaatsen en de binnenkant van de achterzijde van de laadruimte, gemeten in de lengterichting van het voertuig, op een hoogte van 20 cm boven de vloer, steeds minstens 50 % dient te bedragen van de lengte van de wielbasis. Deze laadruimte moet bovendien over haar hele oppervlakte bestaan uit een van het koetswerk deel uitmakende, vaste of duurzaam bevestigde, horizontale laadvloer zonder verankeringsplaatsen voor bijkomende banken, zetels of veiligheidsgordels;

e) vierwielers, d.w.z. voertuigen met een lege massa van ten hoogste 400 kg (550 kg voor voertuigen gebruikt in het goederenvervoer), exclusief de massa van de batterijen in elektrische voertuigen, met een motor met een nettomaximumvermogen van ten hoogste 15 kW;

f) de autovoertuigen opgevat en gebouwd voor het vervoer van personen :

— met meer dan acht zitplaatsen, die van de bestuurder niet meegerekend;

— of, met ten hoogste acht zitplaatsen, die van de bestuurder niet meegerekend, en die met een koetswerk uitgerust zijn dat analoog is aan het koetswerk van bestelwagens of autobussen;

g) de voertuigen die wegens hun technische kenmerken niet in een repertorium van voertuigen mogen ingeschreven worden, zoals de voertuigen die nog niet klaar zijn of de prototypes;

h) de voertuigen waarvan de constructie woonaccommodatie omvat die ten minste bestaat uit de volgende uitrustingen :

— zitplaatsen en een tafel;

— slaapaccommodatie die met behulp van de zitplaatsen kan worden gecreëerd;

— kookgelegenheid;

— en opbergfaciliteiten.

Deze uitrusting moet vast zijn bevestigd; de tafel mag echter zodanig zijn ontworpen dat zij gemakkelijk opklapbaar is;

i) lijkwagens, d.w.z. autovoertuigen die voor het vervoer van lijken worden ingericht en die uitsluitend daarvoor dienen;

j) de ambulances, d.w.z. motorvoertuigen die bestemd zijn voor het vervoer van zieken of gewonden en daartoe een speciale uitrusting hebben; Voertuigen voor dringende medische hulpverlening speciaal uitgerust om een medische ploeg en haar materiaal op de plaats van een ongeval te brengen worden eveneens beschouwd als ambulances;

k) voertuigen voor traag vervoer, d.w.z. :

— de autovoertuigen, die, wegens bouw en oorsprong, een nominale maximumsnelheid van ten hoogste 40 km/u. kunnen bereiken. Elke verbouwing die voor gevolg heeft dat deze maximumsnelheid kan worden overschreden, ontnemt aan dergelijk voertuig zijn hoedanigheid van voertuig voor traag vervoer;

— landbouw- of bosbouwtrekkers, d.w.z. de motorvoertuigen op wielen of rupsbanden, met ten minste twee assen, voornamelijk bestemd voor tractiedoeleinden en in het bijzonder ontworpen voor het trekken, duwen, dragen of in beweging brengen van bepaalde werktuigen, machines of aanhangwagens die voor gebruik in de land- of bosbouw zijn bestemd; dit voertuig kan ingericht zijn voor het vervoer van een lading en van bijrijders; deze omschrijving geldt slechts voor trekkers gemonteerd op luchtbanden, met twee assen en met een door constructie bepaalde nominale maximumsnelheid begrepen tussen 6 en 40 km/u. + 4 km/u.;

l) voertuigen van speciale constructie, d.w.z. elk vervoermiddel dat, wegens constructie of definitieve verbouwing, voornamelijk bestemd is om als werktuig gebezigd te worden, met een laadvermogen dat bijna nul bedraagt t.o.v. zijn eigen massa; deze categorie omvat landbouwvoertuigen en bedrijfsvoertuigen en dekt inzonderheid : het zelfrijdend bedrijfsmaterieel, het zelfrijdend landbouwmaterieel, de maaimachines en de werktuigaanhangwagens;

m) takelauto's, d.w.z. de voertuigen die bij normaal gebruik bestemd zijn voor het ontruimen van de openbare weg door het wegvoeren of het takelen van bij ongeval beschadigde of defecte voertuigen; een voertuig dat enkel bij gelegenheid met dit doel wordt aangewend kan niet als takelauto beschouwd worden; nochtans mag een laadvak aanwezig zijn op voorwaarde dat het voertuig ten minste uitgerust is met een vaste windas en twee al dan niet vaste laadbruggen;

n) de motorvoertuigen die zich op sporen verplaatsen;

3° "maximaal toegelaten massa" : technisch toelaatbare massa, d.w.z. de maximale totale massa van het voertuig, bepaald in functie van de weerstand van het chassis en van de andere organen van het voertuig zoals bepaald in de voorschriften van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen;

4° "laadvermogen" : de op het voertuig toegelaten lading zoals bepaald in de voorschriften van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen;

5° "eigen massa" de massa van het rijklare voertuig met carrosserie, uitrusting en toebehoren, dat brandstof, water en smeerolie ingenomen heeft, echter zonder inbegrip van de vervoerde personen of goederen; voor de kampeerauto's omvat de tarra de massa van het bedrijfsklare voertuig met inbegrip van de binneninrichting. De vloeistof- en gastanks voor huishoudelijk gebruik moeten gevuld zijn;

6° "nieuw autovoertuig" : autovoertuig waarvan het bouwjaar niet ouder is dan twee jaar, dat niet meer dan 300 km op de teller heeft en dat nog niet werd ingeschreven in België of elders;

7° "gebruikt autovoertuig" : een autovoertuig dat geen nieuw voertuig is;

8° "ingeschreven autovoertuig" : autovoertuig dat het voorwerp uitmaakt van een administratieve toestemming voor de deelname aan het wegverkeer. Deze deelname omvat de identificatie van het voertuig in een repertorium van voertuigen, alsook de toekenning van een inschrijvingsnummer;

9° "repertorium van voertuigen" : het repertorium bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen en het repertorium van de commerciële kentekenplaten zoals bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 tot regeling van de inschrijving van de commerciële platen voor motorvoertuigen en aanhangwagens;

10° "kentekenplaat" : officiële nummerplaat uitgereikt door de directie Wegverkeer van de FOD Mobiliteit krachtens artikel 22 van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen, voorzien van een opschrift, een reliëfstempel en van veiligheidselementen bepaald door de leidend ambtenaar bedoeld in artikel 1, 15°, van hetzelfde koninklijk besluit;

11° "autovoertuig dat op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik gesteld wordt" : autovoertuig dat op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik wordt genomen door elke persoon die er eigenaar van wordt, ongeacht of dit gebeurt door tussenkomst van de eigenaar of door tussenkomst van een derde in naam of voor rekening van de eigenaar, of op de openbare weg of op privéwegen, waarbij rekening gehouden wordt met het feit dat de ingebruikstelling bij het begin van het gebruik plaatsvindt.

Worden geacht op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik te zijn gesteld, de autovoertuigen die in een repertorium van voertuigen ingeschreven zijn of moeten worden door een persoon die in het Waalse Gewest woonachtig is. De ingebruikstelling gaat in op de datum van inwerkingtreding van de inschrijving of verplichting tot inschrijving.

De autovoertuigen die slechts het voorwerp van een herinschrijving uitmaken, worden niet beschouwd als zijnde in gebruik gesteld;

12° "herinschrijving" : het inschrijven van eenzelfde voertuig op naam van dezelfde eigenaar, maar onder een verschillend inschrijvingsnummer;

13° "grondgebied van het Waalse Gewest" : grondgebied van het Waalse Gewest zoals omschreven in artikel 2 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980;

14° "vervanging" : het feit dat een autovoertuig dat op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik gesteld wordt een oud autovoertuig vervangt dat niet meer door de begunstigde gebruikt wordt.

Dit geldt voor een voertuig dat pas onder een bestaande kentekenplaat ingeschreven is;

15° "CO₂-emissies van het autovoertuig" : voor de voertuigen die het voorwerp uitmaken van een communautaire goedkeuring in de zin van de Europese Richtlijn 70/156/EEG van de Raad van 6 februari 1970 inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen van de lidstaten betreffende de goedkeuring van motorvoertuigen en aanhangwagens daarvan, is het aantal gram kooldioxide (CO₂) dat door het betrokken autovoertuig per km (g/km) wordt uitgestoten het aantal dat gemeten wordt tijdens een beproevingscyclus van gesimuleerde ritten binnen en buiten de stad overeenkomstig de Europese Richtlijn 80/1268/EEG van de Raad van 16 december 1980 betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der lidstaten inzake het brandstofverbruik van motorvoertuigen, omgezet in België bij het koninklijk besluit van 26 februari 1981 houdende uitvoering van de richtlijnen van de Europese Gemeenschappen betreffende de goedkeuring van motorvoertuigen en aanhangwagens daarvan, landbouw- of bosbouwtrekkers op wielen, hun bestanddelen alsook hun veiligheidsonderdelen; behalve tegenbewijs uit het EG-goedkeuringsformulier van het voertuig is het emissiecijfer voor een bepaald voertuig het cijfer dat wordt vermeld voor gemengde of gecombineerde (binnen en buiten de stad) emissies op het document bedoeld in artikel 10, §§ 4 en 5, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen.

Als het aantal gram kooldioxide (CO₂) dat door het betrokken autovoertuig per km (g/km) wordt uitgestoten niet wordt bepaald overeenkomstig het vorige lid, wordt verondersteld dat de CO₂-emissies van het autovoertuig het resultaat is van de toepassing van onderstaande formule, naar beneden afgerond als dit resultaat een eenheid overschrijdt en geen geheel getal is :

— voor de voertuigen die op benzine rijden :

$$\text{CO}_2\text{-emissies} = \text{FC} \times 23,9$$

— voor de voertuigen die op diesel rijden :

$$\text{CO}_2\text{-emissies} = \text{FC} \times 26,4$$

— voor de voertuigen die op vloeibaar petroleumgas rijden :

$$\text{CO}_2\text{-emissies} = \text{FC} \times 17,0$$

waarbij :

FC = het gecombineerde of gemengde brandstofverbruik bij stadsverkeer en bij verkeer buiten de stad, per liter, per 100 km, zoals berekend overeenkomstig bovengenoemde Europese Richtlijn 80/1268/EEG van de Raad van 16 december 1980 betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der lidstaten inzake het brandstofverbruik van motorvoertuigen;

Als het aantal gram kooldioxide (CO₂) dat door het betrokken autovoertuig per km (g/km) wordt uitgestoten niet wordt bepaald overeenkomstig de twee vorige leden, alsook in het geval van voertuigen die bij hun ingebruikneming sedert meer dan vijftientig jaar in het verkeer zijn gebracht, wordt verondersteld dat de CO₂-emissies van het autovoertuig de volgende zijn :

— voor de voertuigen die op benzine rijden : 195 g/km;

— voor de voertuigen die op diesel rijden : 186 g/km;

16° "CO₂-emissies van het gemiddelde van de autovoertuigen die in het verkeer worden gebracht": het gemiddelde van het aantal gram kooldioxide (CO₂) dat door het in het verkeer gebrachte wagenpark wordt uitgestoten, het getal dat deze emissies vertegenwoordigt wordt verondersteld gelijk te zijn aan 160 g/km.

De Waalse Regering kan bovenbedoeld vermoedelijk emissiebedrag herzien om het aan de evolutie van de technologie of van het wagenpark aan te passen; zij zal een ontwerpdecreet ter bevestiging van de aldus genomen besluiten aan het Waals Parlement voorleggen, onmiddellijk indien hij zitting houdt, zo niet bij de opening van zijn eerstvolgende vergadering;

17° "gezin": groep van personen samengesteld uit verscheidene samenwonende personen, ongeacht of die personen al dan niet door verwantschap verbonden zijn, die, op de dag van de ingebruikneming van het autovoertuig, doorgaans dezelfde hoofdverblijfplaats hebben, in de zin van artikel 3 van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, met uitzondering van de gevallen waarvoor blijkt uit andere daartoe voorgelegde officiële documenten dat de samenwoning tussen de leden van het gezin effectief is, hoewel zij niet of niet meer overeenstemt met de gegevens van het Rijksregister;

18° "groot gezin": gezin met minstens drie kinderen ten laste op de dag van de ingebruikstelling van het autovoertuig;

19° "kinderen ten laste": de afstammelingen van een persoon en van zijn echtgenoot, zijn wettelijke samenwonende of zijn samenwonende die deel uitmaken van zijn gezin en die hij volledig of hoofdzakelijk ten laste heeft, alsook de andere kinderen die deel uitmaken van zijn gezin en die hij volledig of hoofdzakelijk ten laste heeft.

Volgende kinderen worden verondersteld ten laste te zijn op de dag van de ingebruikneming van het autovoertuig, behalve tegenbewijs te leveren door de dienst die de ecobonus beheert :

— de kinderen die in het bevolkingsregister, het vreemdelingenregister, het Rijksregister van de natuurlijke personen als lid van het gezin zijn ingeschreven op de dag van de ingebruikneming van het autovoertuig;

— de begunstigde afstammelingen en kinderen waarvoor één van de gezinsleden, samenwonend met deze afstammelingen en kinderen, aanspraak kan maken op kinderbijslag of op gewaarborgde gezinsbijslag, op de dag van ingebruikstelling van het autovoertuig.

De afstammelingen van een persoon en van zijn echtgenoot, zijn wettelijke samenwonende of zijn samenwonende die deel uitmaken van zijn gezin en die op de dag van de ingebruikneming van het autovoertuig de leeftijd van 21 of van 25 jaar niet bereikt hebben, alsook de andere kinderen die deel uitmaken van zijn gezin en die op de dag van de ingebruikneming van het autovoertuig de leeftijd van 21 of 25 jaar niet hebben bereikt, kunnen ook als "kinderen ten laste" beschouwd worden door de Waalse Regering.

HOOFDSTUK III. — *Gevallen van niet-toepassing van de ecobonus*

Art. 3. De ecobonus wordt niet toegepast als de verschillen bedoeld in het eerste lid worden teweeggebracht door de ingebruikneming op het grondgebied van het Waalse Gewest van de volgende autovoertuigen :

1° de autovoertuigen die door een buitenlands professioneel dienstverlenend bedrijf voor hoogstens zes maanden, niet hernieuwbaar, worden verhuurd aan een natuurlijke persoon die in het Waalse Gebied woonachtig is;

2° de autovoertuigen die natuurlijke personen woonachtig in het Waalse Gebied gebruiken in de uitoefening van hun beroep en in bijkomende orde voor privédoeleinden, en die door een werkgever gevestigd in het buitenland aan deze personen waarmee hij verbonden is door een arbeidsovereenkomst worden ter beschikking gesteld, als dit autovoertuig niet ingeschreven is;

3° de autovoertuigen bestuurd door ambtenaren die in het Waalse Gewest woonachtig zijn en die werken voor een internationale instelling gelegen in een andere lidstaat van de Europese Unie, als dit autovoertuig niet ingeschreven is;

4° de autovoertuigen waarvan die persoon eigenaar is die als tijdelijk afwezige persoon wordt beschouwd in de zin van artikel 18, 6°, 8° en 9° van het koninklijk besluit van 16 juli 1992 betreffende de bevolkingsregisters en het vreemdelingenregister en waarbij dit laatste niet langer dan zes maanden zonder onderbreking in België wordt gestald, als dit autovoertuig niet ingeschreven is;

5° de autovoertuigen die onder de begunstigde van de ecobonus, een internationale instelling, een ambassade, een consulaat, één van hun vertegenwoordigers, ambtenaar of lid, tellen, voorzover zij van de verkeersbelasting op autovoertuigen worden vrijgesteld krachtens de voorrechten en onschendbaarheid die hen overeenkomstig het internationaal recht worden verleend;

6° de autovoertuigen die het voorwerp uitmaken van een overdracht van kentekenplaat in de zin van artikel 21 van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen;

7° de autovoertuigen die van een "proefrittenplaat" of een "handelaarsplaat" voorzien zijn of moeten voorzien zijn in de zin van artikel 2 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 tot regeling van de inschrijving van de commerciële platen voor motorvoertuigen en aanhangwagens;

8° de autovoertuigen die van een tijdelijke kentekenplaat voorzien zijn of moeten voorzien zijn in de zin van artikel 20, § 1, 3° en 4°, van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen;

9° de autovoertuigen die van een bijzondere kentekenplaat "EUR" of "EUROCONTROL" voorzien zijn of moeten voorzien zijn in de zin van artikel 20, § 1, 5°, van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen;

10° de autovoertuigen die van een diplomatieke kentekenplaat "CD" voorzien zijn of moeten voorzien zijn in de zin van artikel 20, § 1, 6°, van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen;

11° de autovoertuigen die op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik gesteld worden, uitsluitend om in- of uitgevoerd te worden, of om opgeslagen te worden voor verkoop, op voorwaarde dat de regelgeving inzake inschrijving van voertuigen de inschrijving ervan niet oplegt;

12° de autovoertuigen die bij hun ingebruikstelling op het grondgebied van het Waalse Gewest sedert meer dan vijftig jaar in het verkeer zijn gebracht, in de zin van dit decreet.

HOOFDSTUK IV. — Berekening en bedrag van de ecobonus

Afdeling 1. — Berekening van de ecobonus bij vervanging van een autovoertuig

Art. 4. § 1. Als een autovoertuig, nieuw of gebruikt, pas in gebruik genomen op het grondgebied van het Waalse Gewest, een ander, nieuw of gebruikt, autovoertuig vervangt bij de ingebruikneming ervan, wordt de ecobonus toegepast op het positieve verschil van de CO₂-emissies van het autovoertuig dat pas op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik is genomen, t.o.v. de CO₂-emissies van het vorige autovoertuig dat vervangen werd.

§ 2. Dit positieve verschil van de CO₂-emissies wordt berekend als volgt.

a) De CO₂-emissies van het autovoertuig dat pas op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik is genomen en van het vervangen autovoertuig worden gerangschikt volgens de CO₂-emissieniveaus vermeld in kolom I van onderstaande tabel.

Het cijfer tegenover elke CO₂-emissieniveau in kolom II van onderstaande tabel wordt "emissiecategorie van het autovoertuig" genoemd :

I	II
CO ₂ -emissies van het autovoertuig	Emissiecategorie van het autovoertuig
Van 0 tot 104	1
Van 105 tot 115	2
Van 116 tot 125	3
Van 126 tot 135	4
Van 136 tot 145	5
Van 146 tot 155	6
Van 156 tot 165	7
Van 166 tot 175	8
Van 176 tot 185	9
Van 186 tot 195	10
Van 196 tot 205	11
Van 206 tot 215	12
Van 216 tot 225	13
Van 226 tot 235	14
Van 236 tot 245	15
Van 246 tot 255	16
Vanaf 256	17

Als de rechthebbende op een ecobonus deel uitmaakt van een groot gezin, wordt het cijfer van de emissiecategorie van het autovoertuig dat pas in gebruik is genomen, zoals vermeld in kolom II van de tabel hierboven, verminderd met 1; de Minister van Begroting en Financiën van het Waalse Gewest bepaalt de toekenningsmodaliteiten voor de vermindering van het cijfer dat staat voor de emissiecategorie van het nieuwe autovoertuig, hetzij van ambtswege, hetzij op aanvraag van de betrokkene bij de dienst die het beheer van de ecobonus waarneemt;

b) het cijfer dat staat voor de emissiecategorie van het nieuwe autovoertuig wordt afgetrokken van het cijfer dat staat voor de emissiecategorie van het oude autovoertuig volgens onderstaande formule :

(emissiecategorie van het oude autovoertuig) – (emissiecategorie van het nieuwe autovoertuig).

Als het resultaat van deze aftrekking een positief cijfer is, heeft de rechthebbende recht op de betaling door het Waalse Gewest van de ecobonus waarvan het bedrag bij artikel 5 wordt bepaald.

Art. 5. § 1. Het bedrag van de ecobonus wordt vastgelegd als volgt :

I	II
Cijfer dat staat voor het verschil van de CO ₂ -emissies	Bedrag van de ecobonus
1	100 €
2	150 €
3	200 €
4	250 €
5	300 €
6	350 €
7	400 €
8	450 €
9	500 €
10	550 €
11	600 €
12	650 €
13	700 €
14	750 €
15	800 €
16 en meer	850 €

In afwijking van deze tabel :

— is het bedrag van de ecobonus gelijk aan 0 euro als de categorie van het autovoertuig, nieuw of gebruikt, dat pas op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik is genomen, hoger is dan 5;

— is het bedrag van de ecobonus gelijk aan 1.000 euro als de categorie van het autovoertuig, nieuw of gebruikt, dat pas op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik is genomen, gelijk is aan 1;

— is het bedrag van de ecobonus gelijk aan 800 euro als de categorie van het autovoertuig, nieuw of gebruikt, dat pas op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik is genomen, gelijk is aan 2.

§ 2. Het bedrag van de ecobonus dat resulteert uit de tabel van paragraaf 1 is door het Waals Gewest aan de rechthebbende verschuldigd.

Afdeling 2. — Berekening van de ecobonus bij niet-ervanging van een autovoertuig

Art. 6. § 1. Als een autovoertuig, nieuw of gebruikt, pas in gebruik genomen op het grondgebied van het Waalse Gewest, geen ander autovoertuig vervangt bij de ingebruikneming ervan, wordt de ecobonus toegepast op het positieve verschil van de CO₂-emissies van het autovoertuig dat pas op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik is genomen, t.o.v. de CO₂-emissies van het gemiddelde van de autovoertuigen die in het verkeer worden gebracht.

§ 2. Dit positieve verschil van de CO₂-emissies wordt berekend als volgt :

a) de CO₂-emissies van het autovoertuig dat pas op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik is genomen, worden ingedeeld volgens de CO₂-emissieniveaus vermeld in kolom I van onderstaande tabel.

Het cijfer tegenover elke CO₂-emissieniveau in kolom II van de volgende tabel wordt "emissiecategorie van het nieuwe autovoertuig" genoemd.

I	II
CO ₂ -emissies van het nieuwe autovoertuig	Emissiecategorie van het nieuwe autovoertuig
Van 0 tot 104	1
Van 105 tot 115	2
Van 116 tot 125	3
Van 126 tot 135	4
Van 136 tot 145	5
Van 146 tot 155	6
Van 156 tot 165	7
Van 166 tot 175	8
Van 176 tot 185	9
Van 186 tot 195	10
Van 196 tot 205	11
Van 206 tot 215	12
Van 216 tot 225	13
Van 226 tot 235	14
Van 236 tot 245	15
Van 246 tot 255	16
Vanaf 256	17

Als de rechthebbende op een ecobonus deel uitmaakt van een groot gezin, wordt het cijfer van de emissiecategorie van het autovoertuig dat pas in gebruik is genomen, zoals vermeld in kolom II van bovenstaande tabel, verminderd met 1; de Minister van Begroting en Financiën van het Waalse Gewest bepaalt de toekenningsmodaliteiten voor de vermindering van het cijfer dat staat voor de emissiecategorie van het nieuwe autovoertuig, hetzij van ambtswege, hetzij op aanvraag van de betrokkene bij de dienst die het beheer van de ecobonus waarneemt;

b) de CO₂-emissies van het gemiddelde van de autovoertuigen die in het verkeer worden gebracht, worden ingedeeld volgens de CO₂-emissieniveaus vermeld in kolom I van onderstaande tabel.

Het cijfer tegenover elke CO₂-emissieniveau in kolom II van de volgende tabel wordt "gemiddelde emissiecategorie van de autovoertuigen" genoemd".

I	II
CO ₂ -emissies van het gemiddelde van de autovoertuigen die in het verkeer worden gebracht	Gemiddelde emissiecategorie van de autovoertuigen
Van 0 tot 104	1
Van 105 tot 115	2
Van 116 tot 125	3
Van 126 tot 135	4
Van 136 tot 145	5
Van 146 tot 155	6
Van 156 tot 165	7
Van 166 tot 175	8
Van 176 tot 185	9
Van 186 tot 195	10
Van 196 tot 205	11
Van 206 tot 215	12
Van 216 tot 225	13
Van 226 tot 235	14
Van 236 tot 245	15
Van 246 tot 255	16
Vanaf 256	17

c) het cijfer dat staat voor de emissie categorie van het nieuwe autovoertuig wordt afgetrokken van het cijfer dat staat voor de gemiddelde emissie categorie van de autovoertuigen volgens onderstaande formule :

(gemiddelde emissie categorie van de autovoertuigen) - (emissie categorie van het nieuw autovoertuig).

Als het resultaat van deze aftrekking een positief cijfer is, heeft de rechthebbende recht op de betaling door het Waalse Gewest van de ecobonus waarvan het bedrag bij artikel 7 wordt bepaald.

Art. 7. § 1. Het bedrag van de ecobonus wordt vastgelegd als volgt :

I	II
Cijfer dat staat voor het verschil van de CO ₂ -emissies	Bedrag van de ecobonus
1	€ 0
2	€ 100
3	€ 150
4	€ 200
5	€ 250
6 en meer	€ 300

In afwijking van deze tabel :

— is het bedrag van de ecobonus gelijk aan 0 euro als de categorie van het autovoertuig, nieuw of gebruikt, dat pas op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik is genomen, hoger is dan 5;

— is het bedrag van de ecobonus gelijk aan 1.000 euro als de categorie van het autovoertuig, nieuw of gebruikt, dat pas op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik is genomen, gelijk is aan 1;

— is het bedrag van de ecobonus gelijk aan 800 euro als de categorie van het autovoertuig, nieuw of gebruikt, dat pas op het grondgebied van het Waalse Gewest in gebruik is genomen, gelijk is aan 2.

§ 2. Het bedrag van de ecobonus dat resulteert uit de tabel van paragraaf 1 is door het Waals Gewest aan de rechthebbende verschuldigd.

HOOFDSTUK V. — *Rechthebbende op de ecobonus*

Art. 8. De rechthebbende op de ecobonus is de natuurlijke persoon die eigenaar is van het autovoertuig waarvan de ingebruikneming recht geeft op de ecobonus.

Als het voertuig in een repertorium van voertuigen ingeschreven is of moet zijn, wordt verondersteld dat de rechthebbende op de ecobonus de natuurlijke persoon is die op het kentekenbewijs vermeld is of moet worden.

HOOFDSTUK VI. — *Beperking van het recht op ecobonus*

Art. 9. Binnen de periode van twaalf maanden vanaf de maand van de ingebruikneming van het autovoertuig dat recht geeft op een ecobonus kan dezelfde rechthebbende hoogstens één ecobonus genieten, tenzij de verandering van autovoertuig of de inschrijving van een nieuw autovoertuig wordt vereist door overmacht, door een ongeval waarbij het eerste voertuig aan een verzekeringsmaatschappij wordt afgestaan in ruil voor de vergoeding van de eigenaar van het voertuig, of om dwingende redenen van technische, familiale, medische, professionele of sociale aard.

Art. 10. De leden van een gezin hebben geen recht op een ecobonus bij de ingebruikneming van een autovoertuig ingeschreven op naam van een ander lid van hetzelfde gezin.

HOOFDSTUK VII. — *Procedure*

Afdeling 1. — Opstellen van de ecobonus

Art. 11. De dienst die bevoegd is om het beheer van de ecobonus in alle opzichten waar te nemen, hierna "de dienst" genoemd, is de tijdelijke administratieve cel voor het beheer van de Waalse fiscaliteit opgericht bij besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2003.

Art. 12. § 1. Het Waalse Gewest is de ecobonus uiterlijk 30 juni van het jaar na dat van de ingebruikneming van een autovoertuig dat recht geeft op een ecobonus aan de begunstigde verschuldigd op basis van een afrekening die door de dienst aan de begunstigde of zijn rechthebbenden wordt gericht.

§ 2. Als de ecobonus vóór 30 juni van het jaar dat volgt op het jaar van ingebruikneming van een autovoertuig dat recht geeft op een ecobonus niet is opgesteld overeenkomstig paragraaf 1, wordt hij opgesteld ten gunste van de rechthebbende, hetzij op initiatief van de dienst, hetzij op gemotiveerd verzoek van de begunstigde of zijn rechthebbenden.

Afdeling 2. — Wijze van storting van de ecobonus aan de rechthebbende

Art. 13. § 1. De ecobonus wordt gestort door overschrijving op de postchequerekening van de rechthebbende, op de rekening die hij bezit bij een kredietinstelling aangesloten of vertegenwoordigd bij een verrekenkamer van het land of via een postassigatie op zijn naam.

De Minister van Begroting en Financiën van het Waalse Gewest kan de wijzen van storting van de ecobonus tot de postassigatie beperken en bepaalt de datum waarop de storting ingaat.

§ 2. De ecobonus vastgesteld in een afrekening die rechtstreeks door de dienst aan de rechthebbende wordt gericht, overeenkomstig artikel 12, wordt uiterlijk binnen drie maanden na de maand van de datum van verzending van de afrekening betaald.

Art. 14. Als het Gewest niet betaalt binnen de termijn die in artikel 13, § 2, vastligt, wordt aan de begunstigde of zijn rechthebbenden een moratoire interest toegekend waarvan de voet gelijk is aan de wettelijke rentevoet.

Deze interest wordt per kalendermaand berekend op het aan de begunstigde of zijn rechthebbenden resterend verschuldigde bedrag vanaf de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van de betalingstermijn bedoeld in artikel 13, § 2.

Er wordt geen moratoire interest toegekend als de som van die interest lager is dan 25 euro per maand.

Afdeling 3. — Terugbetaling van de eerder verkregen ecoboni

Art. 15. § 1. In het geval van een onrechtmatig verkregen ecobonus wordt het teveel gestorte bedrag terugbetaald aan het Waalse Gewest.

§ 2. Wat § 1 betreft, wordt de oorspronkelijke afrekening die aanleiding heeft gegeven tot de onrechtmatige ecobonus door de dienst rechtgezet.

In dit geval gaat de rechtzetting van de eerste afrekening vergezeld van de kennisgeving aan de belatingplichtige, bij ter post aangetekend schrijven opgestuurd door de dienst, van de nieuwe afrekening waarbij de motivatie van deze rechtzetting en het terug te betalen bedrag door degene die de ecobonus onrechtmatig heeft gekregen, worden vermeld; de verschuldigde kan de opmerkingen die hij wil laten gelden aan de dienst meedelen binnen een maand, te rekenen van de datum van verzending van de nieuwe afrekening, waarbij deze termijn om geldige redenen verlengd kan worden.

§ 3. Het terug te betalen bedrag van de onrechtmatig verkregen ecobonus wordt vereffend binnen de termijn die vastligt in de nieuwe afrekening bedoeld in § 2, waarbij de betalingstermijn niet korter dan vijftien dagen of langer dan drie maanden mag zijn, te rekenen van de eerste van de maand die volgt op die van de verzending.

Art. 16. § 1. Het terug te betalen bedrag van de onrechtmatig verkregen ecobonus kan bij dwangbevel worden ingevorderd. De uitvoering hiervan kan uitsluitend door een rechtsvordering worden onderbroken.

§ 2. De artikelen 29 tot 31, 35 tot 52*bis* en 58 tot 62 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen zijn van toepassing op de procedure tot invordering van het bedrag dat ter uitvoering van artikel 15 moet terugbetaald worden door degene die de ecobonus onrechtmatig heeft verkregen.

Er kan evenwel geen dwangbevel aan de verschuldigde worden betekend vóór afloop van de termijn bedoeld in artikel 15, § 3, tenzij hij schriftelijk heeft ingestemd met de nieuwe afrekening of tenzij de rechten van de gewestelijke Schatkist om een andere reden dan het verstrijken van de verjaringstermijnen in gevaar zijn.

§ 3. In het geval waarin de toestand van de verschuldigde het te goeder trouw wettigt, kan de Minister van Begroting en Financiën van het Waalse Gewest of zijn gemachtigde met hem dadingen aangaan.

Afdeling 4. — Verschillende procedurewijzigingen

Art. 17. Het opschrift van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen wordt vervangen als volgt :

« Decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen. »

Art. 18. In artikel 1 van hetzelfde decreet wordt het woord "directe" geschrapt.

Art. 19. In artikel 2, § 1, van hetzelfde decreet wordt het woord "directe" vervangen door het woord "Waalse".

Art. 20. In artikel 3 van hetzelfde decreet wordt het woord "directe" vervangen door het woord "Waalse".

Art. 21. Artikel 17*bis* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 22 maart 2007, wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, worden de woorden "Er kan geen belastingbedrag van de belastingplichtigen opgeëist worden tenzij :" vervangen door de woorden "Er kan geen belastingbedrag van de verschuldigden geïnd worden :";

2° er wordt een paragraaf 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. Een belastingbedrag kan slechts door de ontvanger opgeëist worden en het voorwerp uitmaken van maatregelen tot gedwongen uitvoering als deze maatregelen worden voorafgegaan door een opneming in een uitvoerbaar verklaard kohier, document dat de uitvoerbare titel van de invordering vormt. »

Art. 22. Artikel 25 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

« De binnen deze termijn niet omstreden belastingen worden als verschuldigd beschouwd en de belastingheffing wordt regelmatig geacht, behalve als een aanvraag tot ontheffing op basis van artikel 27 wordt ingediend. »

Art 23. Artikel 27 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 27. Tenzij vooraf een ontvankelijk bezwaar is ingediend en de aanvraag tot ontheffing op dezelfde elementen en gronden als het bezwaar berust, staat de door de Regering aangewezen ambtenaar de ontheffing toe van belastingen die een hoger bedrag inhouden dan het wettelijk verschuldigde bedrag, geïnd overeenkomstig artikel 17bis, § 1, die toe te schrijven zijn aan een onjuiste toepassing van de wetbepalingen betreffende de berekening van het bedrag van de verschuldigde belasting, zoals o.a. materiële vergissingen, dubbele heffingen, het niet in aanmerking nemen van een vrijstelling of een eventuele toepasselijke belastingsvermindering, het opduiken van bewijskrachtige nieuwe stukken of feiten welke de belastingplichtige om wettige redenen pas laattijdig heeft kunnen voorleggen of aanvoeren, op voorwaarde dat bedoelde overbelastingen door de administratie vastgesteld zijn of door de belastingplichtige aan de administratie gemeld zijn :

— hetzij binnen drie jaar, te rekenen van 1 januari van het jaar waarin de belasting is gevestigd, in het geval van de ten kohiere gebrachte belastingen;

— hetzij binnen drie jaar, te rekenen van 1 januari van het aanslagjaar van de belasting waarvan de ontheffing wordt aangevraagd, in het geval van geïnde belastingen die niet in een kohier zijn opgenomen. »

Art 24. Artikel 28 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 28. Indien het bezwaar of de aanvraag tot ontheffing wordt afgewezen of indien de door de Regering aangewezen ambtenaar binnen zes maanden, te rekenen vanaf de ontvangst van het bezwaarschrift of van de aanvraag tot ontheffing door bedoeld ambtenaar, geen beslissing heeft getroffen, kan de verschuldigde een gerechtelijk beroep indienen tegen de door bedoelde ambtenaar beslissing getroffen of, bij gebrek aan beslissing, tegen de heffing.

Het beroep wordt ingediend door middel van een verzoekschrift op tegenspraak of bij dagvaarding betekend aan het Gewest in de persoon van de Minister-President.

De artikelen 1385*decies* en 1385*undecies* van het Gerechtelijk Wetboek zijn van toepassing op dit gerechtelijk beroep.

De termijn van zes maanden bedoeld in het eerste lid wordt met drie maanden verlengd als de omstreden belasting van ambtswege is gevestigd door de dienst bedoeld in artikel 15.

Indien het gerechtelijk beroep ingediend wordt omdat over het bezwaar of de aanvraag tot ontheffing geen beslissing is getroffen na verstrijken van de termijn van zes maanden bedoeld in het eerste lid, wordt de behandeling van het bezwaar onttrokken aan de door de Regering aangewezen ambtenaar. »

Art. 25. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een hoofdstuk *Vbis*, luidend als volgt :

« Hoofdstuk *Vbis*. — *Bijkomende aanvragen tot teruggave*

Art. 28*bis*. Als een belasting niet is gevestigd overeenkomstig artikel 17bis, § 1, worden de ten onrechte geïnde belastingen en de negatieve bedragen van de belastingen binnen drie jaar, te rekenen van 1 januari van het aanslagjaar van de belasting waarvoor de teruggave wordt aangevraagd, aan de verschuldigde teruggegeven op schriftelijk en gemotiveerd verzoek gericht aan de ambtenaar die gemachtigd is om overeenkomstig artikel 27 over de aanvraag tot ontheffing te beslissen, onverminderd artikel 25, derde lid.

Art. 28*ter*. Indien de bijkomende aanvraag tot teruggave wordt afgewezen of indien de ambtenaar die gemachtigd is om overeenkomstig artikel 27 over de aanvraag tot ontheffing te beslissen binnen zes maanden, te rekenen vanaf de ontvangst van de aanvraag door bedoeld ambtenaar, geen beslissing heeft getroffen, kan de verschuldigde een gerechtelijk beroep indienen tegen de beslissing getroffen door bedoeld ambtenaar of, bij gebrek aan beslissing, tegen het uitblijven van teruggave.

Het beroep wordt ingediend door middel van een verzoekschrift op tegenspraak of bij dagvaarding betekend aan het Gewest in de persoon van de Minister-President.

De artikelen 1385*decies* en 1385*undecies* van het Gerechtelijk Wetboek zijn van toepassing op dit gerechtelijk beroep.

Indien gerechtelijk beroep ingediend wordt omdat over de aanvraag geen beslissing is getroffen na afloop van de termijn van zes maanden bedoeld in het eerste lid, wordt de behandeling van de aanvraag onttrokken aan de ambtenaar die gemachtigd is om overeenkomstig artikel 27 over de aanvraag tot ontheffing te beslissen. »

Art. 26. In artikel 35, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "de ontvanger der belastingen en retributies (hierna de ontvanger genoemd)" vervangen door de woorden "de ambtenaar die belast is voor de invordering van belastinginning ten gunste van het Waalse Gewest, hierna de ontvanger genoemd".

Art. 27. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 52*bis*, luidend als volgt :

« Art. 52*bis*. Elke som die aan een rechthebbende moet worden teruggegeven of betaald in het kader van de toepassing van de wetbepalingen of krachtens de bepalingen van het burgerlijk recht met betrekking tot de onverschuldigde betaling, inzake de gewestelijke belastingen, het kijk- en luistergeld of de ecobonus op de CO₂-emissies van de autovoertuigen van natuurlijke personen kan door de bevoegde ontvanger worden aangewend ter betaling van de door deze rechthebbende verschuldigde gewestelijke belastingen en kijk- en luistergeld, fiscale geldboeten, interesten en kosten, wanneer deze laatste niet of niet meer worden betwist.

Het voorgaande lid blijft van toepassing in geval van beslag, overdracht, samenloop of een insolventieprocedure.

Deze som kan evenwel alleen aangewend worden mits bij ter post aangetekende kennisgeving door de bevoegde ontvanger aan de rechthebbende van de terug te geven bedragen en van de verschuldigde bedragen die de ontvanger wil aanzuiveren met de terug te geven som.

De rechthebbende op teruggave kan de opmerkingen die hij wil laten gelden aan de ontvanger meedelen binnen een maand, te rekenen van de datum van verzending van het bestedingsbericht, waarbij deze termijn om geldige redenen kan worden verlengd. De terug te geven som mag vóór afloop van deze termijn niet worden aangewend voor deze aanzuivering, tenzij de rechthebbende schriftelijk heeft ingestemd met de nieuwe besteding of de rechten van de gewestelijke Schatkist in gevaar zijn. »

Art. 28. Het Waterwetboek wordt aangevuld met een artikel D.2bis, luidend als volgt :

« Art. D.2bis. Het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen is niet van toepassing op de retributies en belasting op de waterwinningen bedoeld in de artikelen D.252 tot D.274 van dit Wetboek en op de belasting op lozingen van industrieel en huishoudelijk afvalwater bedoeld in de artikelen D.275 tot D.316 van dit Wetboek. »

Art. 29. In artikel D.120, vierde lid, van het Waterwetboek, wordt het woord "directe" vervangen door het woord "Waalse".

Art. 30. In artikel 39 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, wordt het woord "Waalse" ingevoegd tussen de woorden "inzake de" en de woorden "gewestelijke belastingen".

Art. 31. In artikel 6, tweede lid, van het decreet van 27 mei 2004 tot invoering van een belasting op de afgedankte bedrijfsruimten, wordt het woord "directe" vervangen door het woord "Waalse".

Art. 32. In artikel 9, § 5, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij artikel 57 van het programmadecreet van 23 februari 2006, wordt het woord "directe" vervangen door het woord "Waalse".

Art. 33. Artikel 31, § 1, van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld, gewijzigd bij artikel 31 van het decreet van 27 maart 2003, wordt gewijzigd als volgt :

1° het woord "directe" wordt vervangen door "Waalse";

2° de woorden "tot en met 52" worden vervangen door "tot en met 52bis".

HOOFDSTUK VIII. — *Inwerkingtreding*

Art. 34. Dit decreet heeft uitwerking op 1 januari 2008.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 17 januari 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2007-2008.*

Stukken van het Waals Parlement, 690 (2007-2008), nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering 16 januari 2008.

Bespreking - Stemmingen.